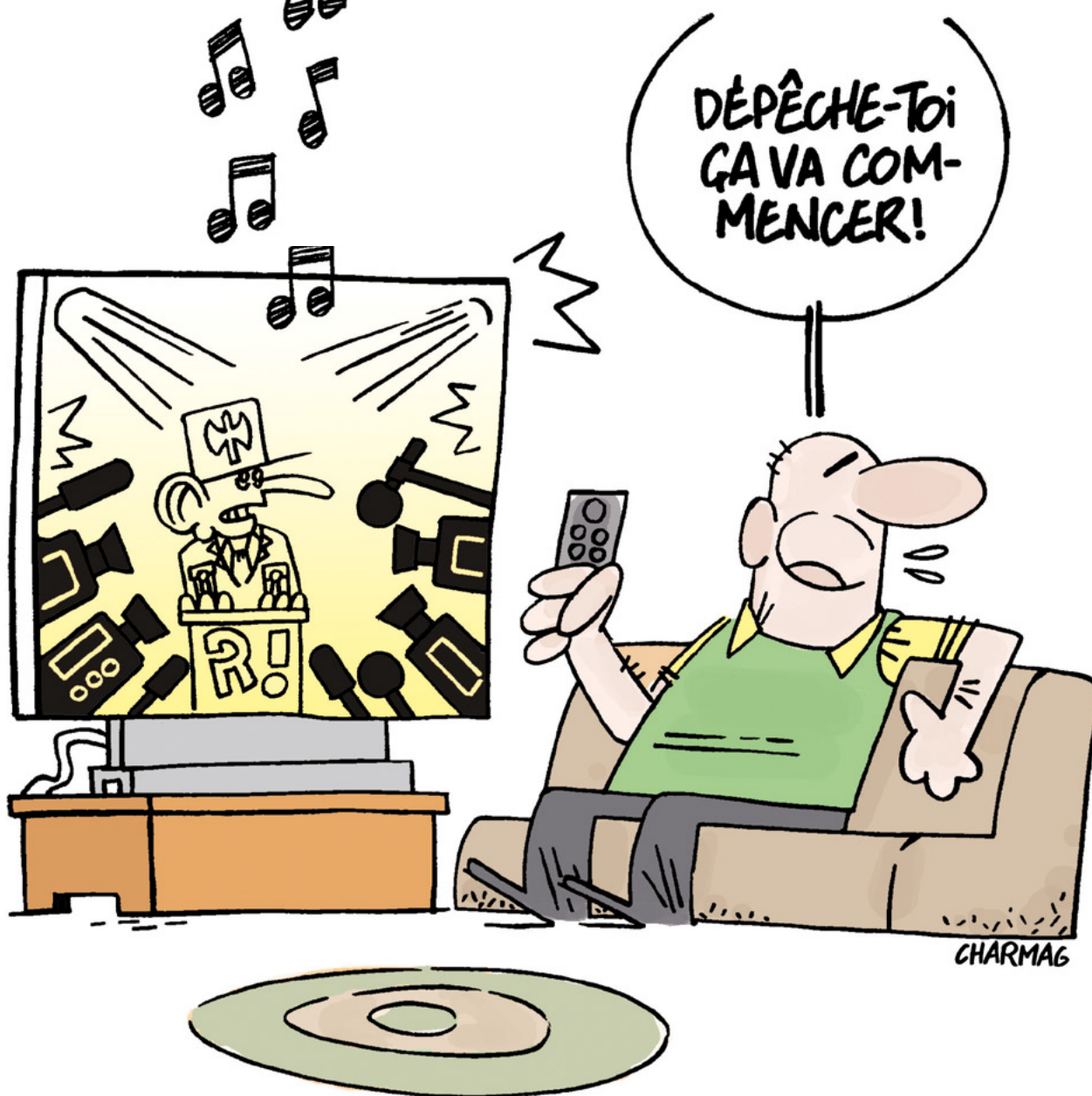


MÉDIACRITIQUES

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

MÉDIAS ET EXTRÊME DROITE



MÉDIAS & EXTRÊME DROITE

fedsochard

HALTE À LA BANALISATION

SAMEDI
12
FÉVRIER

13H → 19H

SALLE OLYMPE
DE GOUGES
PARIS 11^e

JOURNÉE
D'INFORMATION
ET DE DÉBATS

OBSERVATOIRE DES MÉDIAS
ACRIMED
ACTION-CRITIQUE-MÉDIAS



L'expansion de l'empire Bolloré et la médiatisation hors norme du candidat Éric Zemmour ont sorti quelques commentateurs de leur torpéur. Interrogé par *Libération* (15 nov. 2021), l'historien des médias préféré des médias, Alexis Lévrier, analyse le « phénomène Zemmour » : « *S'il a d'abord mené la carrière assez traditionnelle d'un journaliste politique, il a largement bénéficié, au cours de la dernière décennie, du retour au premier plan d'une presse obsédée par la désignation d'ennemis de l'intérieur* », avant de pointer les médias en question : « *Valeurs actuelles, L'Incorrect ou Boulevard Voltaire* ». Sans nul doute. Mais où et comment s'est opérée la légitimation d'une telle presse ? Et surtout, *quid* du rôle d'autres médias dans la banalisation de l'extrême droite, et de Zemmour en particulier ? Bien sûr, à l'instar de nombreux commentateurs, Alexis Lévrier ne manque pas d'épingler Vincent Bolloré. À juste titre, tous dénoncent CNews et C8, vitrines et marchepieds de l'extrême droite.

Mais tous s'arrêtent là. L'affaire semble pourtant un peu plus compliquée... Car si Bolloré ou *Valeurs actuelles* sont d'intentionnels promoteurs de l'extrême droite, ils ne sauraient cacher la forêt des médias plus « installés » et de grande audience, dont le fonctionnement ordinaire et les logiques structurelles contribuent à la banalisation et à la légitimation de ces options idéologiques et de leurs représentants politiques.

Aussi faut-il urgemment prendre le contre-pied de ceux qui expliquent doctement que les soixante-quinze dernières années (depuis 1945) ont constitué une parenthèse au cours de laquelle l'extrême droite médiatique aurait été reléguée aux marges. Ou celui des commentateurs en vogue, laissant croire qu'une

ligne éditoriale comme celle d'Europe 1 constituait un rempart à l'extrême droite et un modèle de pluralisme avant sa reprise en main brutale par Bolloré. Hier « barrage », aujourd'hui « passerelle » ? À cette fable de « l'éclosion » soudaine, nous préférons les explications sur le temps long, comme celles qui s'attachent à observer les conditions objectives ayant permis l'enracinement de la pensée d'extrême droite et l'omniprésence de ses obsessions dans les médias.

Autant de questions qui préoccupent Acrimed de longue date. En 2014, le quatorzième numéro de *Médiacritiques* leur était consacré. Huit ans plus tard, les constats s'aggravent... La couverture de la campagne présidentielle n'y est pas pour rien : à la fois indigente du point de vue de l'information et de l'animation du débat démocratique, et inconsciente au regard des « effets de loupe » qu'elle exerce : une polarisation de l'agenda autour de Zemmour, du RN, de la droite réactionnaire, et de l'ensemble des thématiques qui leur sont chères.

Un climat plus que délétère, que nous comptons dénoncer sans relâche : le 12 février 2022 à Paris, notre association s'associe à VISA (Vigilance et initiatives syndicales antifascistes) pour une grande journée publique d'information et de débats autour des liaisons dangereuses entre médias et extrême droite. L'occasion de rassembler, aux côtés de nos deux organisations, des chercheuses et chercheurs (sociologie, histoire), des collectifs, des journalistes et des syndicats de journalistes. Et de rappeler l'inanité des appels rituels au « barrage », professés solennellement par les médias lors des entre-deux-tours pour mieux être noyés, les cinq années suivantes, dans un journalisme dominant et un système médiatique balisant structurellement la route de l'extrême droite. ■



Médiacritiques

Revue trimestrielle d'Acrimed

Acrimed

39, rue du Faubourg-Saint-Martin
75010 Paris

Directeur de la publication

Mathias Reymond

Secrétaire de rédaction

Pauline Perrenot

Tous les articles publiés sont le produit d'un travail collectif et engagé collectivement l'association Acrimed. C'est pourquoi, sauf exception, ils ne sont pas signés.

Ont collaboré à ce numéro

Vivien Brunel, Sophie Eustache, Jérémie Fabre, Maxime Friot, Alain Geneste, Blaise Magnin, Philippe Merlant, Olivier Moreau, Antonin Padovani, Denis Perais, Pauline Perrenot, Mathias Reymond, Cyrille Rivallan, Thibault Roques

Illustration de Une

Charmag

Dessins

Colloghan et Fred Sochard

Conception graphique et mise en page

Adrien Labbe

Typographies

Audimat 3000, Bely, Giorgio, Minimum

Achevé d'imprimer en 02/2022 par Corlet Imprimeur

14110 Condé-en-Normandie

n° d'imprimeur : 2201.0304


Imprimé en France

Dépôt légal : février 2022

Commission paritaire : 1223 G 91177

ISSN : 2256-8271



 NAPRIM'VERT

MÉDIA(BOU)TIQUE

Née du mouvement social de 1995, dans la foulée de l'Appel à la solidarité avec les grévistes, notre association, pour remplir les fonctions d'un observatoire des médias, s'est constituée comme une association-carrefour.

Elle réunit des journalistes et salariés des médias, des chercheurs et universitaires, des acteurs du mouvement social et des « usagers » des médias. Elle cherche à mettre en commun savoirs professionnels, savoirs théoriques et savoirs militants au

service d'une critique indépendante, radicale et intransigeante. Acrimed est présente sur de nombreux fronts. Pour contester, mobiliser, porter des alternatives. Et dans ce combat inégal face aux tenants de l'ordre médiatique, nous avons besoin de vous !



► **Je fais un don** de soutien à Acrimed d'un montant de€

► **J'adhère** ou je renouvelle mon adhésion à Acrimed

☐ Cotisation de base: **40 €**

☐ Chômeurs indemnisés, précaires, étudiants: **10 €**

☐ Revenus > 2 000€ mensuels: **70 €**

☐ Chômeurs non indemnisés, bénéficiaires du RSA: **5 €**

► **Je m'abonne** pour un an (soit quatre numéros) à *Médiacritiques* à partir du n°€

☐ Tarif normal: **20 €**

☐ Tarif précaires: **10 €**

☐ Union européenne et Suisse: **25 €**

☐ Reste du monde: **32 €**

► **Je commande**

☐ Le DVD «Les Nouveaux Chiens de garde»: **18,40€**

☐ Le livre *L'Opinion, ça se travaille...*, aux éditions Agone: **12,50 €**

☐ Le livre *Au nom de la démocratie votez bien!*, aux éditions Agone: **15 €**

☐ Le livre *Les Médias contre la rue*, aux éditions Adespote: **21 €**

**S'ABONNER
ADHÉRER
EN LIGNE**
boutique.acrimed.org

Nom: Prénom:

Adresse:

Code postal: Ville:

Courriel:

Signature:

Bulletin à découper, photocopier ou recopier sur papier libre, et à renvoyer, accompagné d'un chèque à l'ordre d'«**Action-Critique-Médias**», à l'adresse suivante: Acrimed – 39, rue du Faubourg-Saint-Martin – 75010 Paris
Tél.: 09 52 86 52 91 — Courriel: info@acrimed.org

CHRONIQUE D'UNE IDYLLE ANNONCÉE

En matière de choses intellectuelles et culturelles, «les médias viennent toujours au secours du succès» regrettait Jacques Bouveresse. Aussi, c'est sans grande surprise que la presse nationale a mis les bouchées doubles pour faire bon accueil au dernier ouvrage de Michel Houellebecq, *anéantir*. «Interview exclusive» dans *Le Monde* – qui n'a pas hésité à mettre en exergue les deux citations suivantes: «*La mort, je m'en fous*» et «*C'est avec les bons sentiments qu'on fait de la bonne littérature*»... – Une de *Libération*, pas moins de cinq articles à quelques jours d'intervalle dans *Le Parisien* mais aussi *L'Obs*, *L'Express*, *Les Inrocks* ou encore *Paris Match*, tous à l'unisson pour saluer un livre devenu, par la force (médiatique) des choses, «incontournable». La presse régionale ne fut pas en reste, de *Sud Ouest* à *Ouest-France* en passant par *La Provence* et *Le Télégramme* (liste non exhaustive).

Pour garantir un succès littéraire, il faut savoir susciter l'attente: rappeler l'engouement passé, anticiper l'enthousiasme – et les ventes – à venir.

France 24 vante ainsi «la possibilité d'un best-seller», «qui capte l'attention» selon *Sud Ouest*, au point de constituer «l'événement de la rentrée littéraire de janvier 2022» pour France Info. C'est encore *L'Express* qui incarne le mieux le rouleau compresseur médiatique au service de ceux qui en ont le moins besoin: «Annoncé plusieurs mois avant sa sortie, [...] le huitième roman de Michel Houellebecq fait, comme à l'accoutumée, figure d'événement, trois ans après *Sérotonine*, qui a pulvérisé l'hiver 2019 avec ses quelque 450 000 exemplaires vendus.»

UN MISÉRABLE PETIT TAS DE SECRETS

Impression de déjà-vu ? Lassitude des chiffres ? Dessinez alors un halo de mystère, agrémenté d'une touche de suspense et d'une once de scandale. *L'Express*, encore lui: «anéantir [...] a bénéficié d'un lancement plus sophistiqué et mystérieux que jamais: édition luxueuse, omerta sur son contenu, quatrième de couverture toute vierge, pas un mot à la presse, office spécial, premier tirage spectaculaire (300 000 exemplaires)». *Le Parisien*, en écho (18 déc. 2021): «Un tampon "urgent" a été apposé sur l'enveloppe. Hier, un colis spécial attendait les journalistes culturels des rédactions parisiennes». Aucun mystère, en revanche, quant à la stratégie médiatico-éditoriale du quotidien: co-construire et entretenir coûte que coûte l'intérêt en amont de la parution, quitte à



en feuilletonner les péripéties. «anéantir, le nouveau Michel Houellebecq, fuite sur un site pirate» titre-t-il le 22 décembre, dissertant sur ce «coup de tonnerre [...] sur les réseaux sociaux»: «plus qu'un simple incident oui, car Houellebecq, l'écrivain français le plus lu de sa génération et le plus traduit dans le monde, crée l'événement avec chaque nouvel ouvrage, au mystère aussi bien gardé qu'un album de Coldplay ou Mylène Farmer.» Avant de remettre ça le 2 puis le 7 janvier 2022, avec le «portrait d'un caméléon, écrivain star», précédant celui d'un «Houellebecq new-look»: «Trois ans que les fans attendent, ils seront sûrement nombreux ce matin à trépigner que leur librairie lève son rideau.»

Face à ceux qui ne seraient pas encore conquis par l'emballage de ce produit culturel, une ultime stratégie: faire assaut de comparaisons élogieuses et de verdicts définitifs sur le génie de l'auteur. Qu'on en juge: pour les *Inrocks*, Houellebecq «n'est pas seulement l'un des plus grands romanciers français», il «est aussi en passe de devenir une pythie politique.» Pour le *JDD*, qui sait raison garder, il «possède quelque chose de la «gran-

deur» d'un Balzac» tandis que *La Provence* célèbre «un brillant prosateur, doublé d'un authentique écrivain», soit le «romancier français le plus influent au monde». Et *L'Express* de convoquer les éditeurs étrangers, tel Random House, qui salue tout simplement «le plus important écrivain français depuis Camus». *Paris Match* ne dit rien d'autre, évoquant un auteur qui «fuit comme l'acide l'eau bénite du prêt-à-penser mais ne s'éclate pas non plus dans l'eau pétillante du politiquement incorrect. C'est plus subtil. Beaucoup plus.» Superlatif, comme son traitement médiatique. Meilleure illustration des mécanismes médiatiques à l'œuvre en matière de critique littéraire? *L'Obs*, qui voit dans le dernier opus de Houellebecq «le seul qui soit réellement manqué» mais aussi «le plus raté»... et lui consacre tout de même la bagatelle de 4 pages!

Entreprise de consécration des consacrés et de soumission à la loi du marché, «marketant» à l'infini les produits les mieux calibrés: le journalisme culturel dans ses œuvres (ordinaires)... ■

LA GRANDE BANALISATION

cordon
sanitaire

La polarisation de l'agenda médiatique autour d'Éric Zemmour est une matérialisation concrète de trente années de banalisation de l'extrême droite dans et par les médias dominants.

Une version courte de cet article a été initialement publiée dans la revue *Droits et Libertés* (n°196, janv. 2022) de la Ligue des droits de l'Homme.

Les médias ne sont pas les principaux responsables de l'enracinement de l'extrême droite en France, produit en premier lieu de différentes crises (politique, économique, sociale) et d'une configuration politique où se conjuguent, sur un temps long, l'orientation néolibérale des politiques publiques, le durcissement autoritaire de l'État, le renforcement du nationalisme et du racisme, l'assise du Front national et l'affaiblissement politique de la classe ouvrière¹. Le préciser d'emblée ne revient ni à «atténuer» notre critique des médias, ni à sous-estimer leur rôle dans la progression de l'extrême droite. Les médias ont bien contribué à sa banalisation et à sa légitimation : il importe d'en comprendre les mécanismes.

LA DÉPOLITISATION DE LA POLITIQUE ET DE L'EXTRÊME DROITE

Le journalisme politique dominant spéculait sur la tambouille politicienne, commente les élections comme une course de petits chevaux, disperse sur les «passes d'armes» et les «petites phrases»,

«décrypte» les stratégies de communication, scrute les bruits de couloirs, jongle avec les enquêtes de popularité et les sondages. Cette mise en scène médiatique des enjeux politiques – exacerbée par temps d'élections au détriment, trop souvent, de l'information sur les débats de fond – modèle depuis des décennies une vision politicienne de la politique qui profite à l'extrême droite : elle contribue à détourner de larges fractions de la population (en particulier dans les classes populaires) de la politique tout en donnant beaucoup de grain à moudre aux discours «anti-système» factices du FN et de ses affidés.

Conjointement, c'est avec cette même lorgnette que le journalisme dominant a dépolitisé et banalisé le FN et Marine Le Pen – et ce activement à partir de janvier 2011, date à laquelle cette dernière prit la présidence du parti. Le processus semble désormais abouti : en mars 2019, Nathalie Saint-Cricq (alors cheffe du service politique de France 2) la déclarait «hyper dédiabolisée», paraphrasée deux ans plus tard par sa consœur Léa Salamé face au président du RN, Jordan Bardella : «À force de vouloir banaliser votre discours, n'êtes-vous pas devenu banal ?» (France Inter, 28 sept. 2021) Jusqu'à réécrire l'histoire : «Marine Le Pen n'a jamais véritablement eu de discours radicaux [...]».

1. Ugo Palheta, *La possibilité du fascisme. France, la trajectoire du désastre*, La Découverte, 2018.

Moi, je n'ai jamais vu de propos racistes dans un meeting.» (Dominique Reynié, France 5, 29 sept. 2021) Une «dédiabolisation» largement performative, passée d'une prophétie médiatique oralisant la communication du parti par et sur lui-même, à une mise en pratique chronique de la part des grands médias. Avec, comme fidèles compagnons de route, les instituts de sondages.

Dans «La construction sondagière du Rassemblement national» (*Politika*, 3 janv.), Alexandre Dézé – maître de conférences en science politique à l'université de Montpellier – montre «à partir d'un examen critique de différents sondages produits au cours de ces dix dernières années»

(et de leurs mésusages médiatiques), comment ces derniers, «devenus centraux dans le traitement médiatique du Front national/Rassemblement national, [...] ont contribué à la construction d'une réalité en partie irréaliste du parti, en le présentant comme une organisation renouvelée, en surévaluant de manière quasi-systématique son potentiel électoral ou encore en accentuant sa normalité au prix d'une interprétation biaisée des résultats d'enquêtes.» Ainsi un «Front national imaginaire» s'est-il fossilisé dans le «sens commun» journalistique, charriant son lot de mythologies – «premier parti de France», «premier parti des jeunes», «parti des ouvriers», etc. – véhiculées encore aujourd'hui à la faveur de pratiques professionnelles routinières et du mimétisme à l'œuvre dans le système médiatique. «En à peine quelques mois [après janvier 2011], [le Front national] aurait ainsi réussi le tour de force de "changer" [...], et de devenir un parti "comme les autres", ce qui est illusoire tant le Rassemblement national de Marine Le Pen ressemble encore aujourd'hui au Front national de Jean-Marie Le Pen, qu'il s'agisse de ses orientations programmatiques, des modalités de sa stratégie, de son organisation ou encore de la sociologie de son électorat et de ses militants.»

Extrapolations sondagières, lunettes déformantes, dramaturgie et défaut de rigueur sont au cœur du même traitement superficiel et inconséquent qui, depuis septembre 2021, balise la route d'un candidat néo-fasciste, Éric Zemmour, sans que ce dernier n'ait eu besoin d'officialiser la moindre candidature avant le 30 novembre (p. 10). Trois mois de course au «scoop». Trois mois de boursicotages autour de sa place dans les sondages et de spéculations sur les bascules et autres «siphonnages» d'intentions de vote. Bref, trois mois au cours desquels les chefferies médiatiques ont créé «l'événement-Zemmour» et placé ce non-candidat sous existence arti-

Le journalisme dominant a dépolitisé et banalisé le FN et Marine Le Pen.



ficielle, faisant de leur propre artéfact... le centre de gravité du débat public. Jusqu'à tancer les responsables politiques qui refusent de se prêter au jeu du commentaire. Jusqu'à infléchir le temps de la campagne présidentielle, en faisant pression sur les stratégies et processus représentatifs d'autres partis, ou en questionnant les électeurs de gauche, plus de sept mois avant les élections, sur leur volonté de «faire barrage» à l'extrême droite, quand la prescription du «vote utile» n'est pas déjà de mise. Le tout sans la moindre réaction publique des sociétés de journalistes (p. 21).

L'autre versant de cette dépolitisation ? La récupération, par les médias d'information générale, d'angles et de sujets intimistes d'ordinaire cantonnés à la presse «people». Depuis des années, les chaînes d'info rivalisent de «sagas» sur la famille Le Pen, France Inter parle de la relation de la candidate à ses chats, *Paris Match* loue les mœurs gastronomiques de Jordan Bardella (p. 30), et de RTL au *Progrès* en passant par *Le Parisien* ou *Le Figaro*, on débrieife la prestation de Marine Le Pen sur le divan de Karine Lemarchand. Normalisées, ce sont ces routines et leur continuité qui expliquent l'explosion de



séquences réactionnaires « exceptionnelles » : rappelons qu'il y a tout juste un an, les grands médias « peopolisaient » l'ex-chef d'état-major des armées, Pierre de Villiers, et s'armaient de sondages pour plébisciter sa candidature en 2022².

LA CONSTRUCTION DES CIBLES DE LA PEUR

La promotion des thématiques fétiches de l'extrême droite dans l'agenda médiatique renforce cette banalisation. En plus de bien souvent occuper la Une, ces sujets sont assortis d'effets de cadrage à sens (quasi) unique, qui délimitent le périmètre dans lequel il est possible de penser les questions de l'insécurité – durcir la répression de la délinquance dans les quartiers populaires –, de l'immigration – menace à endiguer –, de l'autorité – nécessité de restaurer tous les pouvoirs déclinants –, et de l'islam – un ennemi intérieur à combattre. La *doxa* supplée le simple « discours » par voie de normalisation : dans la quasi-totalité des médias, les « diagnostics » historiques de l'extrême droite ne sont plus questionnés mais considérés comme des acquis. En conséquence, seules varient les « solutions », dont le spectre médiatique *acceptable* va généralement de la droite à l'extrême droite. Le reste n'est voué qu'au discrédit : « *Je voulais vous entendre sur l'immigration, vous avez des positions assez dures, loin de*

2. « Général, nous voilà ! » : les éditocrates avec Pierre de Villiers, *Médiacritiques* n°37, janv.-mars 2021.

3. Laurent Bonelli, *La France a peur. Une histoire sociale de l'« insécurité »*, La Découverte, 2008.

4. Jérôme Berthaut, *La banlieue du « 20 heures »*, *Ethnographie de la production d'un lieu commun journalistique*, Agone, 2013.

5. Jacques Terral, *L'insécurité au journal télévisé. La campagne présidentielle de 2002*, L'Harmattan, 2004.

6. Pour le détail de ces différents épisodes, lire sur *acrimed.org* « Avec nous, ou avec les terroristes » : les éditorialistes-faucons sont de retour, nov. 2015 ; « Manifestation contre l'islamophobie : les procès d'intention de Jean-Michel Aphatie », nov. 2019 ; « Islamo-gauchistes » :

l'angélisme de la gauche sur le sujet. [...] Est-ce que vous pensez qu'il y a trop d'immigrés en France ? » (L. Salamé à A. Montebourg, France 2, 18 sept.).

Le phénomène ne date pas d'hier. Il a tout à voir avec la droitisation du champ politique au cours des décennies 1980 et 1990 d'une part, et d'autre part, avec la reconfiguration du champ médiatique, qui s'est progressivement aligné sur une course aux revenus publicitaires (donc à l'audimat) et sur un mode de traitement de l'information (spectacle) importé de la télévision. Les pratiques sont éculées : exciter la peur de l'islam, notamment à coups de Unes obsessionnelles dans la presse hebdo ; tayloriser la production de magazines alarmistes, où la parole est majoritairement captée par les élus et les institutions coercitives (police, gendarmerie, justice)³ ; accumuler et monter en épingle les faits divers sur fond de « journalisme de préfecture » ; enchaîner les reportages préfabriqués sur « la-banlieue », reproduisant les stéréotypes qui stigmatisent inlassablement les habitants des quartiers populaires⁴, etc. Autant de pratiques par lesquelles les médias contribuent à modeler les imaginaires, agissant sur le réel comme de véritables loupes déformantes. Jusqu'à « l'ensauvagement » : rappelons que dans les quatre mois ayant précédé le second tour de l'élection présidentielle de 2002, les JT ont consacré « 18 766 sujets aux crimes, agressions sexuelles, braquages, ou aux interventions des forces de police et de gendarmerie, soit 987 par semaine. [...] La presse écrite y avait contribué à hauteur de 25,6 % »⁵

Une tendance de fond depuis, redoublée à partir de 2015 par des campagnes médiatico-politiques ultraréactionnaires, amplifiées à travers tous les canaux d'information, transformant les médias en un rouleau compresseur excluant toute voix dissidente. Ce fut, en 2015, le front des éditorialistes-faucons prêchant le « *Avec nous, ou avec les terroristes* ». Ce fut, en 2019, l'acharnement contre la manifestation contre l'islamophobie. Ce fut, en 2020, la chasse aux « islamogauchistes » après l'assassinat de Samuel Paty. C'est, depuis 2021, la cabale contre l'université et les sciences sociales, « rongé[es] » par la « peste inter-sectionnelle » selon le lexique fascisant de... Raphaël



Enthoven⁶. C'est, aujourd'hui, le combat contre le «wokisme» (p. 20), nouvel épouvantail idéologique fourre-tout de la droite identitaire, dégainé par des médias à la remorque de la même croisade politique, portée (notamment) par le gouvernement en la personne de Jean-Michel Blanquer. Une excitation du confusionnisme et du grand n'importe quoi, quitte à ravager plus encore la sphère intellectuelle.

Ces emballements médiatiques, outre qu'ils déforment le réel, font diversion, marginalisant dans l'agenda la crise sociale, l'insécurité des travailleurs, l'accroissement de la pauvreté et des inégalités. Et les médias qui relaient ces campagnes en forme de croisade morale accompagnent et promeuvent – plus ou moins consciemment selon les cas – l'agenda d'acteurs politiques poursuivant une réelle contre-révolution: à la fois autoritaire, anti-intellectualiste et anti-égalitaire.

L'INFO LOW COST ET LE RÈGNE DU TOUT- OPINION

À l'ère de «l'actu à chaud», le formatage à bas coût du «débat» médiatique offre une caisse de résonance d'autant plus forte à ces obsessions. Un débat éditorialisé, structuré par la «polémique», le «clash» viriliste, et entretenu par les chaînes d'info où se concentre le gratin des *fast thinkers* discutant de tout n'importe comment. Parle-t-on d'immigration? Des présentateurs revendiquent «se foutre des chiffres». Parle-t-on d'«insécurité»? Des éditorialistes affirment que «ce qui compte, c'est la perception des Français»⁷. Il ne s'agit pas de faire du journalisme, mais de construire le récit d'une actualité chaotique «télégénique» en piétinant la recherche et la littérature scientifique, court-circuitées par les éternels mêmes éditorialistes/experts, bons clients aux propriétés médiatico-compatibles – la pensée toute faite étant l'une des plus valorisées. C'est sur ce type de journalisme-comptoir que

une chasse aux sorcières médiatique», oct. 2020 et «L'université menacée par "l'islamo-gauchisme"? Une cabale médiatique bien rodée», mars 2021.

7. «L'extrême droite en croisière», *Médiacritiques* n°36, oct.-déc. 2020.

8. «Éric Zemmour, du journaliste au polémiste», «Retour vers l'Info», France Info et INA, 16 sept. 2021.

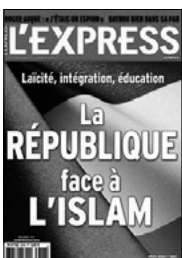
9. Hormis quelques (bons) contre-exemples dans la presse, force est de constater que les meilleures enquêtes de fond sur l'extrême droite proviennent de médias indépendants: La Horde, Rue89Lyon, Streetpress, Mediapart, etc.

Il y a bien longtemps que les chefferies médiatiques tolèrent le racisme, auquel elles confèrent le statut d'opinion.

prospèrent les intervenants d'extrême droite, ayant toujours fait du scandale et de la provocation une stratégie politique. Le résultat? Pas une semaine ne passe sans que des propos racistes et réactionnaires ponctuent le «débat public», la plupart du temps, sans contradiction.

Car s'il est un délit, il y a bien longtemps que les chefferies médiatiques tolèrent le racisme, auquel elles confèrent le statut d'*opinion*. La surexposition d'Éric Zemmour en est un symptôme en soi et sa banalisation, un accélérateur. En septembre 2021, France Info peut encore réaliser un portrait de l'agitateur sans que le mot «raciste» ne soit prononcé une seule fois et sans évoquer ses condamnations pour provocation à la haine – parlant à la place de «*propos controversés*» et de «*polémiques*»⁸. Dans la même veine, présentateurs et éditorialistes continuent de soumettre le racisme de Zemmour à l'*opinion* des élus: «*Est-ce qu'il est raciste Éric Zemmour?*» (J.-B. Boursier face à C. Jacob, BFM-TV, 26 sept.); «*Quand on provoque à la haine raciale, est-ce qu'on est raciste?*» (É. Martichoux et Y. Thréard face à É. Ciotti, LCP, 27 sept.) Et la dégringolade se fait à vitesse grand V: aujourd'hui, le service public met à l'agenda la question du «grand remplacement» (France 2, «Élysée 2022», 23 sept.), légitimant de fait une fumisterie raciste naguère cantonnée aux tréfonds de la fachosphère – et à l'émission d'Alain Finkielkraut sur France Culture.

L'emprise des logiques marchandes et commerciales dans le champ journalistique accélère inexorablement la tendance. À l'origine de la dégradation des conditions du travail journalistique, elles frappent l'audiovisuel de plein fouet – la presse écrite est loin d'être épargnée – et sacralisent les modèles *low cost* qui appauvrissent l'information: micro-sujets, «bâtonnage», instantanéité, mimétisme, dépendance accrue aux sources institutionnelles... Dans le circuit journalistique, tout concourt à la marginalisation du temps long, de l'enquête et du reportage, dont profite largement l'extrême droite⁹. Et à la production d'un «journalisme du raccourci» – pour reprendre l'expression du sociologue Jérôme Berthaut à propos des pratiques de la rédaction du «20h» de France 2¹⁰



– qui parasite un réel travail de terrain, autant qu'il entrave les procédés déontologiques de base: vérifications, recoupements, mise en perspective, etc. C'est ainsi que les médias ventilent inlassablement «l'air du temps», amplifiant – sans guère de contradiction – les discours réactionnaires véhiculés par le champ politique autour de l'immigration, l'islam ou l'«insécurité».

MUTILATION DES DÉBATS ET PLURALISME EN BERNE

Si l'extrême droite est en croisière, c'est aussi qu'elle dispose de nombreux porte-parole, «bons clients» et salariés des grands médias, en plus de leurs propres titres et canaux sur le web. À cet égard, la complaisance des directions médiatiques vis-à-vis de Zemmour ne saurait cacher la forêt: la surexposition de journalistes réactionnaires et d'extrême droite (blogueurs de la fachsphère inclus), «intellectuels» et philosophes médiatiques racistes adeptes du «on-ne-peut-plus-rien-dire», sans oublier le rôle des militants de «l'extrême centre»¹¹, qui partagent (et alimentent) partie des obsessions de l'extrême droite. Leur point commun ? Un solide capital médiatique, et d'amples connexions avec la bourgeoisie politique et économique, dont la trajectoire de *Valeurs actuelles* constitue un exemple exemplaire (p. 32).

Rentrée après rentrée, les «mercatos» médiatiques favorisent ces mouvances réactionnaires¹², marginalisant toujours plus les personnalités à l'opposé de l'échiquier politique: journalistes (en particulier indépendants), acteurs issus de la sphère politique, associative ou intellectuelle en capacité d'apporter une contradiction étayée aux thèses sécuritaires et xénophobes, militants antifascistes et anti-racistes, ou simplement les personnes régulièrement visées par les matraquages islamophobes et racistes. Rappelons qu'en 2019, au moment où Julien Odoul (RN) agresse verbalement une mère de famille portant le voile en plein conseil régional, les 4 chaînes d'info ont consacré 85 débats sur ce sujet: 286 intervenants, aucune femme portant le voile (*Libération*, 17 oct. 2019).

Et l'anémie du pluralisme est structurelle: en dehors des périodes d'hystérie sécuritaire, où les grands médias n'ont d'yeux que pour les «spécialistes de l'ordre», la mutilation des débats frappe tous les sujets selon des oppositions souvent binaires («pro» versus «anti»), qui profitent à l'extrême droite depuis des décennies. *A fortiori* lorsque les catégorisations journalistiques sont biaisées... Le traitement des questions économiques en est sans doute le meilleur



leur exemple. L'hégémonie de la *doxa* libérale dans les grands médias – dont les rouages et symptômes sont multiples¹³ – est du pain béni pour l'extrême droite, qui a dès lors beau jeu de se présenter comme une alternative à la pensée unique, véhiculée tant par la droite que la gauche de gouvernement. Mystification d'autant plus aisée que toutes les variantes de l'hétérodoxie économique, qui sont très majoritairement «de gauche», sont inexistantes médiatiquement, et que les grands médias réussissent le tour de force de les rabattre politiquement sur les positions... du Rassemblement national!

En ressassant, par exemple, la vulgate d'un «cercle de la raison libérale» contre «les-populismes» en un seul mot (entendre La France insoumise et le Rassemblement national), formidablement résumée dans un dessin de Plantu (*L'Express*, 19 janv. 2011). Jusqu'à faire passer des combats historiques de la gauche pour des propositions... du RN. Ainsi de cet échange entre un journaliste de France Info et Sandrine Rousseau (candidate à la primaire EELV): «Vous êtes pour la retraite à 60 ans? [Oui.] Comme Marine Le Pen. C'est un constat hein, c'est un fait.» (21 sept. 2021). Et les schématisations biaisées de se répéter, inlassablement: «Pour» ou «contre» l'euro (que ce soit pour l'abandonner ou le refonder), «pour» ou «contre» des formes de protectionnisme (qu'il soit national ou européen)... Tels sont les choix présentés qui, tels qu'ils sont communément

10. Jérôme Berthaut, *op. cit.*

11. «Barbier, Enthoven, Couturier et Fourrest sont sur un bateau», *acrimed.org*, 14 oct. 2021.

12. En 2021, France Inter recrutait par exemple comme éditorialistes Alexandre Devecchio (FigaroVox) et Étienne Gernelle (*Le Point*), deux hérauts de la pensée réactionnaire.

13. Par exemple: le deux poids deux mesures systématique dans les interviews de représentants syndicaux de patrons/salariés, la dépendance structurelle des journalistes aux sources patronales, le monopole des chroniqueurs libéraux sur le pôle des journalistes économiques... Lire «Médias et travail», *Médiacritiques* n°40, oct.-déc. 2021.

14. «Les médias et le Front national: indignations sélectives et banalisation effective», *acrimed.org*, juin 2014.

présentés, légitiment le libéralisme et le monétarisme économiques dominants et transforment, dans les discours médiatiques en vogue, tous les opposants en partenaires malgré eux du Front national!»¹⁴

Omniprésente dans le commentaire d'actualité, écrasante en période électorale, la construction médiatique de la «convergence des extrêmes», autant que celle d'un «second-tour» (en un seul mot là encore) Macron-Le Pen, rejouée à l'infini depuis 2017, sont autant de mises en scène d'où la gauche radicale et critique sort systématiquement invisibilisée... ou discréditée¹⁵. Discrédit auquel auront contribué, enfin, les vingt-cinq dernières années de casse médiatique des mouvements sociaux – notre récent ouvrage, *Les médias contre la rue* (éditions Adespote), en dresse le bilan – dont l'extrême droite aura sans doute, là encore, récolté quelques fruits...

POUR UNE RÉAPPROPRIATION DÉMOCRATIQUE DES MÉDIAS

La prédation capitaliste sur l'information aggrave l'ensemble de ces processus. Alors que la concentration générale des médias s'intensifie, l'empire de Vincent Bolloré, en particulier, s'accroît dans l'indifférence totale des pouvoirs publics et du CSA. Éclosent ainsi des canaux de la haine, CNews en tête, où se conjuguent management ultra-autoritaire, ligne éditoriale en soutien à Zemmour et politique de réduction des déficits. Un business du racisme et

L'hégémonie de la doxa libérale dans les grands médias est du pain béni pour l'extrême droite.

¹⁵. Pensons récemment à la célébration médiatique de la victoire de Yannick Jadot lors de la primaire EELV, «camp de la raison» face à «l'extrême» et «radicale» Sandrine Rousseau. Autant de campagnes médiatiques disqualifiantes contre la gauche, resucées et déjà vues depuis (au moins) 2012. Lire sur acrimed.org «Les éditocrates contre Jean-Luc Mélenchon», avr. 2012.

¹⁶. Lire la contribution d'Acrimed au rapport annuel 2020 de la CNCDH sur le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, disponible en ligne.

de la xénophobie, en somme, que Bolloré n'est pas le seul à faire «fructifier»¹⁶.

Loin d'être inéluctable, ce mouvement de fond est le résultat d'une configuration spécifique du champ médiatique. Un système assujéti aux contraintes capitalistes et aux rapports de concurrence commerciale, dans lequel des dirigeants socialement homogènes concentrent l'essentiel du pouvoir éditorial. Un système saigné par des politiques d'austérité qui ne font qu'appauvrir l'information, renforcent les dépendances des journalistes à l'égard des institutions, sacralisent les dispositifs médiocres et le commentaire au détriment de l'enquête ou du reportage. C'est précisément parce qu'il n'est pas inéluctable qu'il peut – et doit – être combattu : notre association lutte depuis 1996 pour une transformation radicale des médias et pour poser, à nouveau et enfin, les questions de l'information et de la culture comme des questions démocratiques et politiques de premier plan. ■

Médias Bolloré: l'avant-poste de la réaction

Purges dans les rédactions, censures, procès-bâillon... les pratiques de Vincent Bolloré sont documentées en long, en large et en travers. Tout comme l'est l'ancrage de ses médias à l'extrême droite. Europe 1, c'est désormais Dimitri Pavlenko, Mathieu Bock-Côté, Charlotte d'Ornellas et Sonia Mabrouk en tête de gondole... Des habitués de CNews, terrain de jeu de Pascal Praud et de ses acolytes – exemple: Jean Messiha a été invité 138 fois entre juin 2020 et juin 2021 (*Libération*, juin 2021). Le CSA a sursauté: entre juillet et septembre 2021, 45 % du temps de parole des représentants de la

France insoumise sur CNews a été mis à l'antenne entre minuit et 6 h du matin. Le CSA met en demeure, mais globalement, son président ne voit pas le problème. Roch-Olivier Maistre, cité par Arrêt sur images (déc. 2021): «Le Conseil est très attentif à permettre cette expression dans une période où [...] on parle de wokisme, de cancel culture, il peut y avoir une forme d'appel à la censure. [...] Cette diversité fait la diversité du paysage. Rien ne vous empêche de zapper.» De quoi effrayer le milliardaire... Interrogé d'ailleurs par la commission d'enquête sénatoriale sur la

concentration dans les médias le 19 janvier, et notamment sur la promotion d'Éric Zemmour par CNews, Bolloré ose sans trembler: «Personne n'a l'ambition d'essayer de faire des chaînes d'opinion, ça n'a pas d'intérêt». Avant d'enfoncer le clou: «Je ne fais pas de politique.» Le lendemain, à sa même place, Bernard Arnault avait au moins le mérite d'être plus clair: «J'ai pas envie [...] de financer un journal qui devienne le support de l'extrême droite ou de l'extrême gauche. [...] Si Les Échos demain devaient défendre l'économie marxiste [...], je serais quand même extrêmement gêné.» ■



in
vitro

ZEMMOUR UN ARTÉFACT MÉDIATIQUE À LA UNE

Septembre 2021: les grands médias propulsent Éric Zemmour – candidat pas encore déclaré – sur le devant de la scène. Retour sur un rouleau compresseur médiatique.

Aux trousseaux d'Éric Zemmour depuis deux décennies, les grands médias n'avaient encore jamais égalé la performance qu'ils ont livrée en septembre 2021. Sans doute l'idée selon laquelle Éric Zemmour est fait par et pour les médias n'a-t-elle jamais été plus vraie qu'aujourd'hui. Il faut dire que la surexposition dont il a bénéficié à intervalles réguliers n'a jamais été sérieusement remise en question par les rédactions – ou alors à la marge, entre parties prenantes acritiques, et en tout cas sans aucune espèce de conséquence si l'on considère l'ensemble des tournées promotionnelles, réglées comme du papier à musique, que nous critiquons depuis 2010.

Remorques promotionnelles automatiques à chaque nouvel ouvrage, vacarme garanti autour de ce que les médias appellent encore aujourd'hui des « polémiques », le terrain était déjà parfaitement labouré. De telle sorte qu'en cette rentrée, Éric Zemmour a exploité son capital médiatique à plein : à travers la publication d'un livre et l'entretien d'une rumeur sur une possible candidature à l'élection présidentielle de 2022. Deux cartes maîtresses, qui allaient immanquablement lui assurer une campagne d'ampleur dans les médias dominants.

Point de complot là-dedans ! Suffisent (entre autres) : des pratiques journalistiques moutonnières ;

un traitement de l'actualité politique et des élections présidentielles uniformisé dans l'ensemble des médias (sous la forme de match de catch et d'une course de petits chevaux) ; une dépendance accrue et délétère aux sondages et au commentaire artificiel, tous deux prompts à faire exister le rien (rappelons que Zemmour n'avait pas encore déclaré de candidature) ; et *last but not least*, une normalisation générale de l'extrême droite, processus désormais largement abouti dans les médias dominants.

Tant et si bien qu'au cours de cette séquence, les médias ont fait de Zemmour un « candidat » en soi, tout à la fois « comme les autres » (ses idées fascisantes étant totalement banalisées) et « hors norme » (compte tenu de l'ampleur de la couverture dont il a bénéficié). Essayons de parcourir le second versant de ce diptyque...¹

UN DÉFILÉ MÉDIATIQUE

Entre le 1^{er} septembre et le 5 octobre, on recense pas moins de 16 passages dans les grands médias :

- 9 sept. – « Touche pas à mon poste », C8
- 12 sept. – « On est en direct », France 2
- 13 sept. – « L'heure des pros », CNews
- « Touche pas à mon poste », C8

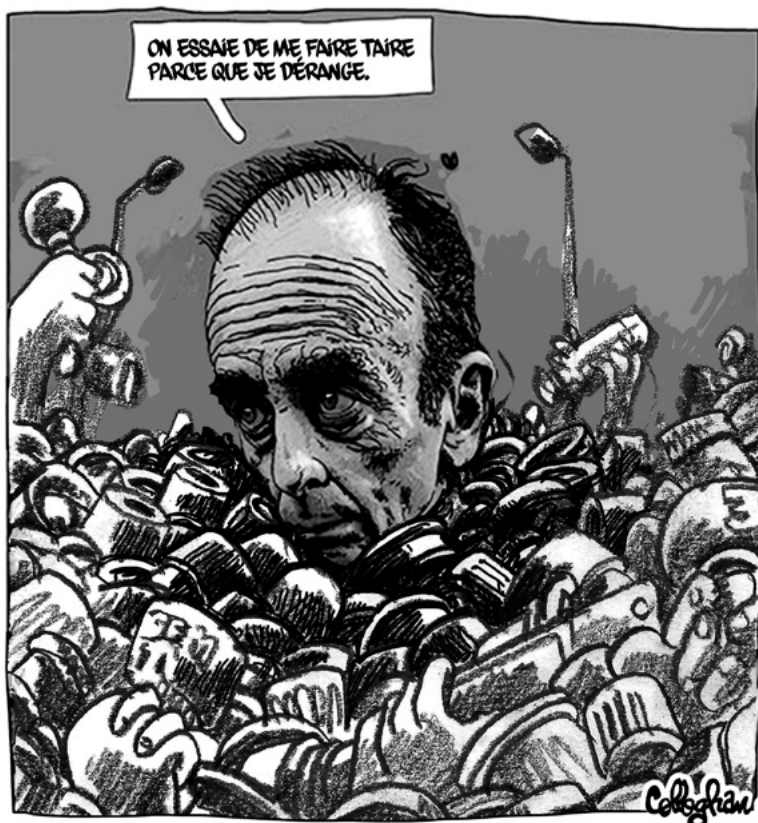
¹. Et concernant le premier versant, se reporter aux encadrés qui accompagnent cet article.

- 14 sept. – «L'invité d'Alba Ventura», RTL
- 15 sept. – Entretien au *Point*
- 16 sept. – «Bourdin direct», BFM-TV et RMC
- 21 sept. – «L'invité de Laurence Ferrari», CNews
- 23 sept. – «Le débat Jean-Luc Mélenchon –
Éric Zemmour», BFM-TV
– Tribune dans *Valeurs actuelles*
- 26 sept. – «Le grand rendez-vous», CNews et
Europe 1
- 27 sept. – «Elkrief 2022», LCI
– «Le petit déjeuner politique», Sud Radio
- 29 sept. – «Restons Zen», Paris Première
– Entretien vidéo à *Valeurs actuelles*
- 4 oct. – «Les grandes gueules», RMC

Comme à chaque fois, les rédactions réservent à ses interventions les lieux-clé de leurs grilles: ceux qui sont les plus scrutés (par les journalistes eux-mêmes) et les plus suivis (par les auditeurs et les téléspectateurs). En d'autres termes, les créneaux qui donneront le tempo de l'information et le «la» de l'agenda médiatique. Ainsi, on ne l'entendra pas seulement deux minutes au détour d'un journal, mais avant tout dans des matinales radio, sur des plateaux de télévision en *prime time*, et dans les longs formats (magazines, documentaires) dédiés à l'information politique et générale.

Et comme à chaque fois dans ce huis-clos, ses apparitions sont construites comme de véritables «moments» médiatiques (pour ne pas dire «divertissements»), anticipés, commentés et débriefés partout. Services public et privé concourant de manière égale – chacun avec sa spécificité – à cette «spectacularisation de l'information» en vue de s'attirer les meilleures parts d'audience, avant que ces parts d'audiences deviennent à leur tour des sujets à part entière du «débat médiatique». Ainsi, fidèle à sa marque de fabrique, BFM-TV diffuse en boucle une bande-annonce «thrillerisée» (musique palpitante, voix-off roulant les graves) pour annoncer le débat Mélenchon-Zemmour (23 sept.). De son côté, «On est en direct» (France 2, 11 sept.) met en avant ses têtes d'affiche (Ruquier/Salamé) et revendique une interview «exclusive» d'Éric Zemmour en s'attribuant par avance (mais en vain...) le scoop de sa candidature.

Au bout d'un nombre incalculable d'entretiens et de plateaux télé, on se demande à quel moment une interview d'Éric Zemmour cessera d'être quali-



fiée d'«exclusive» par les professionnels de la communication médiatique...

Et ce n'est là que la pointe émergée de l'iceberg. En septembre 2020², nous évoquions les ravages d'une surface médiatique déjà décuplée, excédant de (très) loin son apparition *stricto sensu* (à l'époque, la commande d'une émission sur CNews et des éditoriaux au *Figaro*). C'est-à-dire, tout simplement, le nombre de fois où les journalistes font d'Éric Zemmour un «sujet» d'actualité – pour en dire du bien ou du mal, là n'est pas la question: en le mentionnant, lui et ses activités, en citant ses propos, en invitant un interlocuteur à réagir à l'une de ses déclarations, en lui consacrant une émission, etc. Et nous poinçons un «classique: même absent, Zemmour est un «débatteur» omniprésent sur les plateaux.»

Parallèlement à ses invitations, ce phénomène de commentaire permanent a joué à plein en cette rentrée (les premières nourrissant le second, et inversement). Un phénomène impossible à quantifier de manière exhaustive tant le rouleau compresseur médiatique fut massif, mais dont nous pouvons tout de même donner quelques traits.

Les médias ont fait de Zemmour un «candidat» tout à la fois «comme les autres» et «hors norme».

2. Lire, sur le site d'Acrimed, «Bourdin face à Danièle Obono: le temps des sommations», 8 sept. 2020.

DÉDIABOLISER UN NÉOFASCISTE: MODE D'EMPLOI

① Courir après le scoop et parler tambouille politicienne

«Vous vous voyez président Éric Zemmour?»; «Quand vous vous posez deux minutes, comme ça, vous vous imaginez à l'Élysée?»; «Mais donc vous êtes où là en ce moment? À quel moment vous dites "je suis candidat à l'élection présidentielle"?»

Alba Ventura, **RTL**, 14 sept.

«Quand annoncerez-vous votre candidature, en novembre?»;

«Votre candidature, vous m'avez dit novembre? Vous ne savez pas?»

Jean-Jacques Bourdin,
RMC, 15 sept.

«Dans combien de temps vous allez vous déclarer officiellement alors? Avant la fin de l'année probablement?»

Patrick Roger,
Sud Radio, 16 sept.

«C'est quand que vous prévoyez de vous déclarer? Moi j'ai entendu le 15 octobre»

Ruth Elkrief, **LCI**, 27 sept.

«[Selon Challenges], Éric Zemmour "fait désormais jeu égal avec Jean-Luc Mélenchon et se rapproche des candidats de la droite classique"! Tel l'alchimiste qui touchait le plomb en or, jusqu'où ira Zemmour?»

RFI, 26 sept.

«Le 11 septembre dernier, vous disiez à L'Express: "Politiquement, Éric Zemmour n'est rien". Aujourd'hui qu'il est donné entre 10 et 13% vous dites toujours ce matin "politiquement Éric Zemmour n'est rien"?»

Léa Salamé à Christophe Castaner,
France Inter, 30 sept.

«Est-ce qu'on peut imaginer qu'il arrive à siphonner, à faire redescendre Marine Le Pen à 5 % ? [...] La question c'est aussi: est-ce qu'il peut aussi aller chercher les abstentionnistes, ceux qui se sont détournés du vote et qui à un moment donné, y reviendraient pour un personnage qui aurait émergé avec des codes différents?»

Caroline Roux,
France 5, 24 sept.

«Appel à témoignages: électeur de gauche, ferez-vous barrage à Zemmour face à Macron?»

Marianne, 5 oct.

«Maintenant, il faut pour [Éric Zemmour] continuer à gagner, et il faut conforter cet électorat, il faut le garder. Il ne pourra le garder que par des propositions, pas seulement par des indignations.»

Christophe Barbier, **BFM-TV**, 27 sept.

«Si Éric Zemmour continue de progresser, il peut se qualifier pour le deuxième tour! Donc on serait sur un Macron-Zemmour, et Zemmour prendrait la place de Marine Le Pen alors que ça fait des mois voire plusieurs années qu'on nous dit que ça sera le match retour forcément!»

Olivier Truchot, **BFM-TV**, 27 sept.

«Après cette heure et demi de débat, [...] est-ce que vous vous sentez prêt à avancer sur une candidature? [...] Est-ce que vous êtes prêt à cet exercice ou est-ce que vous risquez de perdre votre calme et d'avoir de temps en temps des expressions qui peuvent apparaître comme une perte de calme?»

Ruth Elkrief, **LCI**, 27 sept.

4 167 OCCURRENCES DANS LA PRESSE EN SEPTEMBRE

Du 1^{er} au 30 septembre, on dénombre 4 167 occurrences de «Zemmour» dans la presse française (agences et déclinaisons en ligne des titres de presse comprises). Soit en moyenne... 139 par jour. Des occurrences alors cinq fois plus nombreuses qu'au mois le plus «fort» de l'année 2021 (juillet: 737 occurrences), alors que ces chiffres sont par ailleurs en (quasi) constante augmentation depuis 2016 (400 occurrences): 566 en 2017, 1 105 en 2018, 2 057 en 2019, 1 432 en 2020 et entre janvier et septembre 2021... 7 123³. Aussi Éric Zemmour n'a-t-il nullement besoin de dévoiler une quelconque candidature à la présidentielle: les médias la décrètent, avant de la faire exister pour lui. Et l'intéressé ne s'y trompe pas, adressant un clin d'œil averti à ces alliés *objectifs*, qui n'en tireront jamais la moindre leçon:



Car dans la presse, Éric Zemmour n'est pas relégué aux notes de bas de pages. Au 30 septembre, la plupart des hebdomadaires de ce pays peuvent par exemple se targuer de lui avoir consacré la Une. Toutes parues entre le 9 et le 30 septembre, à l'exception de *L'Express* et de *L'Obs*, qui avaient pris de l'avance dès février et juin 2021. «La tentation présidentielle» (12 févr.) titrait le premier hebdomadaire, copié une semaine plus tard par *Valeurs Actuelles*: «La tentation Zemmour» (18 févr.). Avec celle du 30 septembre («La razzia Zemmour»), *Valeurs actuelles* en était ainsi à sa cinquième Une sur Zemmour depuis le 1^{er} janvier 2021. Deux autres paraîtront, une en novembre («Les douze travaux de Zemmour») et une en décembre (Zemmour: la grande confession), soit un total de 7 Unes sur l'année. Et ni la presse quotidienne, ni la presse people ne font exception (voir p.19).

LES SONDAGES: CO-PRODUCTION DE L'ARTÉFACT ZEMMOUR

La mécanique infernale des sondages est évidemment venue renforcer cette tendance. Pour *Challenges*, Harris Interactive est le premier institut

Présidentielle 2022 : Eric Zemmour possible candidat ne séduit pas dans l'est de la France

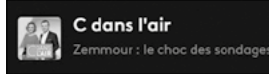
PRÉSIDENTIELLE 2022 : SELON UN SONDAGE, ERIC ZEMMOUR SE PLACERAIT EN QUATRIÈME POSITION AU PREMIER TOUR

Présidentielle : un premier sondage donne Éric Zemmour à 10 %

SONDAGE BFM TV - PRÉSIDENTIELLE 2022: AVEC 8% DES INTENTIONS DE VOTE, ZEMMOUR PRENDRAIT SURTOUT DES VOIX À LE PEN

Présidentielle 2022 : un nouveau sondage confirme la percée d'Eric Zemmour

Présidentielle 2022 : Macron en tête à 23% des intentions de vote, Le Pen recule à 16%, Zemmour rattrape Mélenchon à 13%, selon un sondage



Présidentielle 2022 : un sondage donne Zemmour au coude-à-coude avec Bertrand, dans un mouchoir avec Le Pen

Présidentielle 2022: Zemmour bondit à 10% des intentions de vote

Sondage: Éric Zemmour s'installe, Anne Hidalgo s'effondre

Présidentielle : Macron en tête, rien n'est joué entre Péresse et Bertrand, Zemmour trouble le jeu

L'ascension fulgurante d'Eric Zemmour dans les sondages agite la presse outre-Manche

Présidentielle 2022 : Zemmour devant la droite, sauf Bertrand, selon un sondage

SONDAGE EXCLUSIF - Présidentielle : Eric Zemmour entre 12 et 15% des intentions de vote

Présidentielle 2022 : Emmanuel Macron et Marine Le Pen au second tour quelles que soient les hypothèses à droite, y compris une candidature d'Eric Zemmour, selon notre sondage

Présidentielle 2022 : Eric Zemmour se hisse plus haut dans les sondages, Marine Le Pen dévisse

SONDAGE EXCLUSIF - Un Français sur cinq a une « image positive » d'Eric Zemmour

Présidentielle 2022 : Macron et Le Pen en tête, Bertrand en perte de vitesse face à l'hypothèse Zemmour, selon notre sondage

Extrême droite

Sondages : Marine Le Pen dévisse, Zemmour se hisse

à avoir testé les intentions de vote en faveur d'Éric Zemmour. C'était le 5 juillet. «Le vote Zemmour menace Marine Le Pen» titrait l'hebdomadaire (8 juil.). Dans la foulée (du 5 juillet au 4 octobre), et à deux exceptions près, ce non-candidat est testé dans l'intégralité des sondages d'opinion consacrés à l'élection présidentielle de 2022 (12 sondages, sur les 14 parus).

Et la machine fonctionne par ondes sismiques: à chaque nouvelle fournée, nombre de médias choisissent de titrer (voire de centrer) leurs comptes rendus sur Zemmour, alors qu'évidemment, aucune «règle journalistique» à proprement parler ne les y oblige. De quoi pointer l'uniformité et le mimétisme des choix éditoriaux au sein de rédactions prétendument «pluralistes» et «diverses».

Car aucun média n'y résiste. Et dans ce vacarme, les faux téméraires peuvent s'avérer les plus outranciers: «*Un mauvais sondage, c'est un mauvais sondage. Trois mauvais sondages, c'est peut-être le début d'un fait politique.*» Un adage signé *Libération*, qui apporte sa pierre à l'édifice le 14 septembre («Marine Le Pen dévisse, Zemmour se hisse») en conversant «course des petits chevaux» avec Jean-Daniel Lévy, le directeur délégué d'Harris Interactive. Et il faut croire

que la bêtise ruisselle sur d'autres pratiques: une semaine plus tard, la même rédaction publie une simili enquête de fact-checking visant à déterminer

si la Une de *Paris Match*, publiée le 23 septembre (voir p. 19), résultait d'une «vraie ou fausse "paparazzade"». *In fine* restée sans réponse, la question aura au moins permis à *Libération* de faire circuler un tweet de Pascal Praud, une ineptie de Zemmour, quelques rumeurs glanées dans les couloirs de *Paris Match*, et la réplique d'une salariée déjà interrogée sur le sujet dans l'émission «C à vous». Gros dossier.

Notons enfin que sur les onze sondages précédemment cités, deux comportent un volet spécifique sur Zemmour: Elabe pour BFM-TV

(14 sept.) et Odoxa pour *L'Obs* (23 sept.). Intitulée «Les Français, l'élection présidentielle 2022 et Éric Zemmour», la première enquête interroge les sondés sur leur souhait de voir Zemmour se présenter à l'élection – avec 76 % de «non», le résultat n'a pas été beaucoup médiatisé. Et qu'importe une telle majorité, puisqu'on demande ensuite à ces mêmes

“Un mauvais sondage, c'est un mauvais sondage. Trois mauvais sondages, c'est peut-être le début d'un fait politique.”

Libération

3. Un comptage réalisé sur Factiva.

sondés s'ils souhaitent voir le RN et LR « se rassembler » au premier tour... avec Éric Zemmour! La seconde étude brandit quant à elle les « intentions de vote à la présidentielle et le duel d'image Zemmour – Mélenchon dans l'opinion ». Un exercice de haute volée, au cours duquel nos précieux agents de la démocratie ont demandé « qui de Jean-Luc Mélenchon et d'Éric Zemmour trouvez-vous le plus proche des gens (1), sympathique (2), compétent (3) et capable de gouverner la France (4). »

LA MATINALE DE FRANCE INTER: ZEMMOUR, L'INVISIBLE OMNIPRÉSENT

Un autre de nos indicateurs porte sur la matinale de France Inter. Entre le 6 et le 30 septembre, Nicolas Demorand et Léa Salamé n'ont pas invité Éric Zemmour. Mais pour les auditeurs, ce fut tout comme: des questions ont porté sur lui dans 12 des 35 entretiens (19 émissions au total) qu'ont conduits les deux matinaliers, soit un tiers. Les faits et gestes d'Éric Zemmour (et des sondeurs à son égard) ayant notamment structuré une part non négligeable de leurs interviews avec les personnalités politiques de droite et d'extrême droite⁴: Gérard Darmanin (8 sept.), Christian Jacob (22 sept.), Michel Barnier (27 sept.), Jordan Bardella (28 sept.). Exemple le 22 septembre, face à Christian Jacob:

Léa Salamé: Vous n'êtes pas en train de perdre votre temps à faire votre congrès, vos enquêtes du Cevipof sur 15 000 adhérents? Pendant ce temps, Éric Zemmour, non déclaré, ne cesse de

⁴. Voir le détail sur le site d'Acrimed.

Du 6 au 30 septembre dans la matinale de France Inter, des questions ont porté sur Zemmour dans 12 des 35 entretiens.

monter dans les sondages: il talonne désormais Valérie Pécresse et Xavier Bertrand. N'êtes-vous pas en train de lui laisser un immense espace en ne désignant pas très vite votre candidat?

Ou encore le 27 septembre, face à Michel Barnier, qui dit vouloir respecter le temps de la primaire des Républicains:

Léa Salamé: Oui sauf qu'il y a une nouvelle donne si j'ose dire, qui s'appelle Éric Zemmour, qui est à 10 ou 11 % dans les sondages, qui bénéficie en ce moment d'une dynamique et qui ne cache pas qu'il veut dynamiser la droite. La vôtre, celle du RPR, dont il se revendique et dont il dit: « C'est moi le candidat naturel de cette droite-là. » Vous lui répondez quoi?

On le savait déjà, mais mieux vaut le répéter: rien à espérer du service public radiophonique en matière de meilleures pratiques. Pas plus que de son pendant télévisuel...

En moins de trois semaines, l'un des principaux magazines d'information de France Télévisions (« C dans l'air », France 5) a par exemple choisi de consacrer à Éric Zemmour... quatre émissions!

259 minutes de bavardage, au cours desquelles les sondeurs et autres « analystes d'opinion » auront occupé une place de choix (5 des 16 fauteuils), suivis de près par des représentants des médias de la droite traditionnelle (*Les Échos*, *Le Figaro Magazine*, RTL, BFM-TV) et de l'éternel Dominique Reynié, invité à deux reprises.

Côté service public, France 2 mérite également un coup de projecteur. En dehors du JT, depuis la rentrée, trois émissions politiques au long cours traitent partiellement ou exclusivement de l'élection présidentielle de 2022: « 20h22 », « Élysée 2022 » et « On est en direct ». Au 30 septembre, la troisième émission était la seule à avoir reçu Éric Zemmour *in situ*. Mais il fut présent (presque) partout ailleurs.

2 Faire de Zemmour un « divertissement »

« La France s'ennuie... Zemmour et Rousseau la distraient! »

Le Point, 26 sept.

« La France se morfond-elle dans l'ennui? [...] Si Zemmour a de l'audience, serait-ce parce qu'il sort les Français de leur torpeur? Bien que répétitif, il est vivant, animé. Il est un stimulus à lui seul, comme l'était Sarkozy lors de la fin de règne de Chirac. »

Le Point, 26 sept.

Donner à Zemmour de petits surnoms:

« Le perturbateur » pour **Le Figaro Magazine** (10 sept.); « le chamboule-tout » pour Nathalie Mauret (groupe Ebra, 16 sept.). « Il peut être le clown, le trublion qui va peut-être électriser les choses » (**Frédéric Dabi**, l'op, France 5, 15 sept.).

« Quelquefois, on a l'impression que vous manquez d'entrain. [...] Quand on voit les radicalités entre Sandrine Rousseau et Éric Zemmour [...], est-ce que c'est forcément le bon

modèle de ne pas donner un peu d'excitation aux Français? »

Nathalie Saint-Cricq à Valérie Pécresse, France 2, 23 sept.

« Que serait la France sans Éric Zemmour? Un passage clouté. Un grand restaurant à menu unique. C'est notre sale gosse national, »

Franz-Olivier Giesbert, Le Point, 20 sept. 2018

Dans «20h22» face à Xavier Bertrand par exemple (30 sept.), Mohamed Bouhafsi psychologise: «*Je vous pose la question: est-ce que vous avez peur de débattre avec Éric Zemmour? [...] Vous prenez le risque de le voir prospérer jusqu'à la campagne présidentielle, jusqu'à l'élection.*» Tandis que Nathalie Saint-Cricq boursicote: «*[L]a montée [d'Éric Zemmour] et le siphonnage de Marine Le Pen est quelque chose qui peut arranger un certain nombre de personnes à droite. Vous allez me dire que je suis politicienne, mais on peut quand même se demander.*»

Et gare à qui ne voudrait pas se plier au commentaire du «phénomène zemmourien». Anne Hidalgo s'y refuse sur le plateau de «On est en direct» (25 sept.)? Léa Salamé réprimande: «*Pourquoi vous ne parlez pas de ça? Pourquoi vous ne parlez pas de ça? C'est un fait politique quand même, non? [...] Pour vous, c'est rien Zemmour?*» Laurent Ruquier avait déjà serré les rangs: «*Si on veut éviter Zemmour, si on veut éviter Marine Le Pen, eh ben on va voter Macron au premier tour, c'est le sauveur.*» Il faut dire qu'une

“Pourquoi vous ne parlez pas de ça? Pour vous, c'est rien Zemmour?”

Léa Salamé
à Anne Hidalgo

semaine plus tôt dans «Élysée 2022» face à Valérie Pécresse et Gérard Darmanin (23 sept.), le festival était à son comble:

– **Thomas Sotto:** *Éric Zemmour veut l'immigration zéro. Il prévient, il dit que si on ne l'écoute pas, bientôt la France sera une république islamique.*

– **Léa Salamé:** *Je voudrais que vous nous disiez l'un et l'autre si vous êtes d'accord avec Éric Zemmour, si sa théorie du grand remplacement, puisqu'on en parle beaucoup en cette rentrée, elle est juste [...] ou si c'est un pur fantasme, ou s'il y a du vrai dans ce qu'il dit.*

– **Thomas Sotto** à Valérie Pécresse, qui dit vouloir «détruire les ghettos» en France: *Parce que sinon, le bout du chemin, c'est la république islamique dont parle Éric Zemmour, c'est votre conviction ou pas?*

– **Léa Salamé** à Gérard Darmanin: *Sur le grand remplacement. C'est du fantasme ce que dit Zemmour ou il y a du vrai?*

– **Thomas Sotto:** *La question de Léa, c'est le grand remplacement. En gros, le remplacement des populations judéo-chrétiennes par des populations musulmanes. Est-ce que vous y croyez ou est-ce que c'est un fantasme?*

Une fumisterie d'extrême droite à la Une du service public, en toute «décomplexion». L'obsession

③ Banaliser un délinquant raciste

Les délinquants à col blanc bénéficiant dans l'espace médiatique d'une complaisance hors norme, Éric Zemmour n'a rien à craindre du «contre-pouvoir». Alors que ses condamnations pour incitation à la haine raciale sont évoquées dans «**Les grandes gueules**» (4 oct.), il vitupère contre «*la justice [qui] n'a pas à se mêler des querelles idéologiques et politiques.*» Sanction immédiate d'**Alain Marschall**: «*Elle le fait parce qu'elle est politisée?*» Le racisme? Les journalistes politiques ne semblent pas connaître. «*Les musulmans ont cette impression que vous êtes contre eux*» ose **Patrick Roger** (**Sud Radio**, 15 sept.). Paranoïaques, ces musulmans. Un naufrage dont les chaînes d'info n'ont pas l'apanage. Face à Jean-Luc Mélenchon qui évoque les idées de Zemmour dans «**On est en direct**» (2 oct.), **Léa Salamé** dévoile le fond de sa pensée, sous forme de «question»: «*C'est du racisme? C'est uniquement du racisme? Quand vous entendez des gens qui ne sont pas forcément racistes mais qui disent: "Je ne*

reconnais pas la France dans laquelle je vis, les quartiers sont plus les quartiers de mon enfance, je ne reconnais pas mes quartiers, aujourd'hui les islamistes ont pris le pouvoir.»

[**Mélenchon:** *Vous avez l'intention de prendre la place de Zemmour là? Parce que c'est ce qu'il raconte!*] *Oui mais c'est totalement faux? De dire qu'il y a des quartiers où les islamistes ont pris le pouvoir aujourd'hui en France, c'est totalement faux? [Oui] C'est faux? [Oui] Bon ben si vous le dites... [...] Donc il n'y a pas en France à lutter contre les islamistes, tout va bien.*» Un procès d'intention final bien malhonnête, tant son propos diffère de la question initialement posée...

Et les journalistes de mettre Zemmour et Mélenchon sur le même plan: «*Quand la radicalité de droite rencontre une autre forme de radicalité de gauche*» résume **Caroline Roux** (**France 5**, 29 sept.). **Franz-Olivier Giesbert** précise: «*Le camp des "antisystèmes" fait presque jeu égal avec ce qu'Alain Minc appelle*

le "cercle de la raison". Le Pen + Zemmour + Mélenchon + l'escrologisme à la Rousseau + les poussières d'extrême, de droite ou de gauche = entre 45 et 49 %.» (**Le Point**, 30 sept.). «Duel faussement acerbé sur BFM entre deux bretteurs de la radicalité» ajoute **Laurent Joffrin** (**Twitter**, 26 sept.) à propos du débat Mélenchon-Zemmour, lui qui écume depuis des années les plateaux de **CNews**... Récemment embauché par **France Inter**, le directeur du **Point** remporte la palme de la dépolitisation, option psychologie de comptoir: «*Le rendez-vous est présenté comme un duel mais au fond, sont-ils aussi éloignés que cela? Ne serait-ce que dans le style. Tous deux sont des tribuns, debout le plus souvent pour Mélenchon dans ses meetings, assis pour Zemmour le télévangéliste. Tous deux ont une revanche à prendre sur la vie: le premier a souffert d'avoir été mésestimé par Mitterrand, le second d'avoir raté l'Éna.*» (**Étienne Gernelle**, 23 sept.)

4 Blanchir un négationniste

Alors que tous les historiens ont battu en brèche les thèses négationnistes d'Éric Zemmour sur le régime de Vichy, les grands médias continuent d'accorder à un faussaire le titre d'«intellectuel», voire pire... d'«historien». «Éric Zemmour est un vrai intellectuel. Il a une culture, il a une relation à l'histoire et à la littérature.»

(Christophe Barbier, France 5, 15 sept.)

Une semaine plus tard dans «C dans l'air», c'est au tour de Roland Cayrol de distinguer Zemmour de Marine Le Pen en ces termes: «[Il a] une supériorité intellectuelle et dans la force de convictions» (22 sept.). Sa consœur

Ivanne Trippenbach du Monde acquiesce: «C'est ce qui le différencie peut-être de Marine Le Pen, il joue énormément sur

ce créneau-là, sur ce vernis de culture, qu'il a [...], et donc sur le fait qu'il est dépositaire d'une histoire de France qu'il transmet à travers son idéologie. Ça fait partie de son personnage.» Et le présentateur Axel de Tarlé de le légitimer plus encore: «Pourquoi ce besoin pour Éric Zemmour de truffier toutes ses déclarations de références historiques? Est-ce que c'est une façon de s'approprier, d'être le garant d'une France qui serait éternelle?» Caroline Roux, enfin: «Il a une façon très personnelle de revisiter l'histoire. [...] On est dans un débat d'historiens parfois, pour savoir si le régime de Pétain a sauvé des juifs français.» (France 5, 29 sept.) Mais de quel «débat» parle-t-on?

est telle, et le niveau de contradiction tellement inexistant que le 2 octobre, sur le plateau de «On est en direct», l'aplomb de Léa Salamé face à Jean-Luc Mélenchon (à propos de son débat avec Éric Zemmour sur BFM-TV) laisse sans voix: «Est-ce que vous ne le crédibilisez pas, alors qu'il n'est même pas candidat encore?»

Au royaume des aveugles, les borgnes sont rois.

BFM-TV: ZEMMOUR-MANIA

Sans doute faut-il isoler, au cœur de cette déferlante médiatique, une date clé. *A fortiori* quand elle révèle l'humour des rédactions parisiennes. Le 9 septembre entraine en effet en application la décision du CSA de décompter le temps de parole d'Éric Zemmour. Et tout naturellement, le 9 septembre fut aussi le jour où la couverture médiatique d'Éric Zemmour a littéralement... décollé. Du moins sur les chaînes d'info. À titre indicatif, ce 9 septembre donc, BFM-TV a méthodiquement organisé sa grille autour de Zemmour, exception faite d'une édition spéciale de plusieurs heures consacrée aux obsèques de Jean-Paul Belmondo. Temps de parole décompté? Qu'à cela ne tienne! En plus de faire majoritairement réagir le Rassemblement

“Sur le grand
remplacement.
C'est du fantasme
ce que dit Zemmour
ou il y a du vrai?”

Léa Salamé
à Gérald Darmanin

5. Lire, sur le site de *Télérama*, «Zemmour partout (1/2): quand BFM-TV fait campagne pour sa campagne» (22 sept.) et «Zemmour partout (2/2): quand la star de CNews devient la superstar de BFM-TV» (24 sept.).

national à cette information, BFM-TV donnera la parole aux soutiens de Zemmour, membres de groupuscules fascisants qui, jusque-là marginalisés, s'en trouveront légitimés. Déroulé:

6h50 – Édito de Matthieu Croissandeau, «Zemmour: son temps de parole décompté»

8h30 – Louis Aliot (RN) est l'invité de Jean-Jacques Bourdin; plusieurs questions portent sur Zemmour.

10h30 – «Le Pen, nouveau programme, nouvelle affiche». Sébastien Chenu (RN) est invité et il est question de Zemmour.

11h40 – «Pourquoi décompter le temps de parole d'Éric Zemmour? – BFM-TV répond à vos questions.»

12h dans «Le Dej'Info» – Deux des sujets évoqués: «Le temps de parole d'Éric Zemmour sera désormais décompté aussi bien sur la radio que sur la télévision» et «Le Pen serait victime de l'effet Zemmour?»

[Tunnel Belmondo en édition spéciale]

18h dans «BFM Story» – «Le livre d'Éric Zemmour, un programme?» avec Stanislas Rigault, porte-parole de «Génération Z» (groupe de soutien).

19h dans «Calvi 3D» – «Zemmour: le livre d'un candidat?» avec son ancien confrère, Carl Meeus, rédacteur en chef au *Figaro Magazine* mais également Antoine Diers, porte-parole de l'association des «Amis d'Éric Zemmour» et Philippe Juvin (LR). L'invité principal est ensuite... Michel Onfray.

20h dans «Polonews» – Le «Retour sur actu» pose la question suivante: «Qui doit vraiment craindre Éric Zemmour?» Et Natacha Polony en débat notamment avec Geoffroy Lejeune de *Valeurs actuelles*.

21h dans «BFM-TV News» – Le sujet «Zemmour: le livre d'un futur candidat?» est évoqué avec Stéphane Troussel (PS).

22h dans «22h max» – On discute du sujet «CSA: Zemmour accuse le gouvernement» et l'invité principal est Samuel Lafont, soutien d'Éric Zemmour.

Ajoutons à ce tableau de chasse la parution de cinq articles sur le site de BFM-TV (toujours le 9 septembre seulement), allant du compte rendu d'un «off» de Zemmour à propos de son déjeuner avec Xavier Bertrand jusqu'à l'exégèse d'un passage de son dernier opus: «Dans son nouveau livre, Zemmour estime que Macron est un “Hollande en mieux vêtu”». Ou comment racler plus encore le caniveau.

Une ligne éditoriale que BFM-TV n'a pas délaissée depuis si l'on se reporte aux chroniques de Samuel Gontier parues dans *Télérama*, détaillant par le menu «la rentrée des chaînes d'info: à (l'extrême) droite toute» (6 sept.) et le rôle tout particulier de BFM-TV, en «campagne pour [l]a campagne» d'Éric Zemmour⁵. Des chaînes d'info qui persistent à faire du moindre tweet ou vidéo d'Éric Zemmour

une « actualité », justifiant leur propre incurie éditoriale par un tour de passe-passe devenu classique : « *Zemmour s'invite dans le débat* ». Pas autant que ne l'y invitent... les rédactions.

SUR C8 : « TPMP » ET CYRIL HANOUNA EN ATTACHÉS DE PRESSE DE ZEMMOUR

Terminons ce modeste palmarès en beauté, avec le cas de l'émission « Touche pas à mon poste » (tous les soirs sur C8, chaîne Bolloré, ancien employeur d'Éric Zemmour). Du 9 au 30 septembre, soit 16 jours hors week-end, Cyril Hanouna a consacré tous les soirs au moins un sujet à Éric Zemmour (à l'exception du 16 et du 30 septembre). Ce dernier est d'ailleurs intervenu en duplex à deux reprises, suppléé le reste du temps par ses acolytes. Et c'est un festival⁶... Une compilation des sondages Twitter, générés à la chaîne par la machine Hanouna, permet de se faire une petite idée de la tonalité des émissions (voir p. 18).

Claire Sécaïl, chargée de recherche au CNRS, a observé les séquences politiques de TPMP⁷. Bilan : Éric Zemmour est le plus représenté « *en pourcentage du temps d'antenne/parole cumulé [entre le 1er septembre*

et le 23 octobre] » : 40,3 %. « *Si l'on considère la distribution par famille politique, l'extrême droite (Zemmour, Le Pen, Philippot, Nicolas Dupont-Aignan) est même majoritaire avec 51,1 % du temps d'antenne cumulé* ».

Le 30 septembre 2019 face à François Hollande, Léa Salamé mentionnait le principe de « *la liberté d'expression* » pour justifier une précédente séquence de surexposition médiatique consacrée à Éric Zemmour. Il « *représente un certain courant de pensée qui existe aujourd'hui* » affirmait-elle, avant de poser l'éternelle question à François Hollande qui tempérait : « *Donc il faut interdire ?* » Depuis la fin des années 1990, soit plus de deux décennies, les médiocrates n'ont cessé d'entretenir cette (fausse) question à mesure qu'ils concouraient à banaliser l'extrême droite, et à mesure que les rédactions ne se contentaient pas d'inviter (massivement) Zemmour sur des plateaux en forme de passe-plat, mais lui confiaient des tribunes et le plaçaient aux avant-postes d'émissions hebdomadaires, puis quotidiennes.

« *Interdire ?* » Éric Zemmour a-t-il passé un contrat divin avec les médias ? Mais qui se prendrait à penser que les rédactions « *interdisent* » toutes les

6. Voir le détail sur le site d'Acrimed.

7. Lire, sur le site d'Acrimed, « TPMP au service d'Éric Zemmour ? », 25 oct. 2021.

⑤ Ne pas questionner le « diagnostic », mais les « solutions »

Les « diagnostics » d'Éric Zemmour ne sont plus discutés mais considérés comme des « évidences » dans le débat. Parallèlement, le fait que ses obsessions occupent la Une n'est jamais remis en cause, les journalistes les décrétant comme la « priorité des Français » au mépris de tous les indicateurs sondagiers dont ils disposent – et raffolent – pourtant par ailleurs. Éric Zemmour déclare-t-il que nous sommes en train de « *changer de civilisation car nous sommes en train de changer de peuple* » ? (RTL, 14 sept.) C'est là visiblement un état de fait pour **Alba Ventura** : « *Ça fait des années que je vous entends dire ça [...] et c'est même votre propre fils, vous l'écrivez dans le livre, qui vous dit : "Le diagnostic tu l'as fait depuis longtemps, maintenant, il faut agir". Qu'est-ce que vous lui avez répondu ?* » Légiférer sur les prénoms ? Ventura veut simplement connaître les détails du

projet de loi : « *Ce sont les prénoms étrangers ou seulement les prénoms musulmans que vous voulez interdire ?* » Même combat sur Sud Radio (16 sept.). Zemmour estime « *avoir fait le bon diagnostic depuis 30 ans ?* » **Patrick Roger** acquiesce : « *Un certain diagnostic en tout cas oui [...]. Dans votre secteur Parce que sur l'économie...* » Avant de discuter de la « faisabilité » d'un projet d'expulsion massive : « *Qu'est-ce que vous signifiez ? Que les étrangers doivent repartir ? Mais comment allez-vous faire pour ça ? Et pour les binationaux ?* » Sur LCI, le tapis rouge est de sortie. Zemmour évoque-t-il des « *lobbies antiracistes et LGBT* » dont « *il faut extirper la propagande de l'école* » ? **Ruth Elkrief** lui tend la perche : « *Donc on sélectionne les enseignants ?* » La présentatrice avait du reste annoncé la couleur dès l'introduction de son émission : « *Vous êtes le phénomène*

politique de cette rentrée. [...] Ce soir, la question qu'on va se poser [...] c'est : jusqu'où vous pouvez aller [...] Et dans le fond ce qui nous intéresse, c'est au-delà des constats que vous posez, c'est évidemment de commencer à entrevoir quelques-unes des solutions ou des réponses que vous apportez. » Sur BFM-TV (27 sept.), **Christophe Barbier** boucle la boucle : « *C'est cette mutation qui est difficile : passer de celui qui dénonce ce qui ne va pas, "je mets le doigt dans la plaie", et il y en a beaucoup des plaies, à celui qui propose, qui dira "j'ai la pommade, j'ai le remède".* » Sur France 5 déjà, il assénait la même rengaine : « *Ce qu'il propose aujourd'hui aux lecteurs, c'est sa constance. "Je n'ai pas changé d'avis depuis 25 ans et les faits m'ont donné raison". Il est dans la posture de Cassandre.* » (15 sept.)

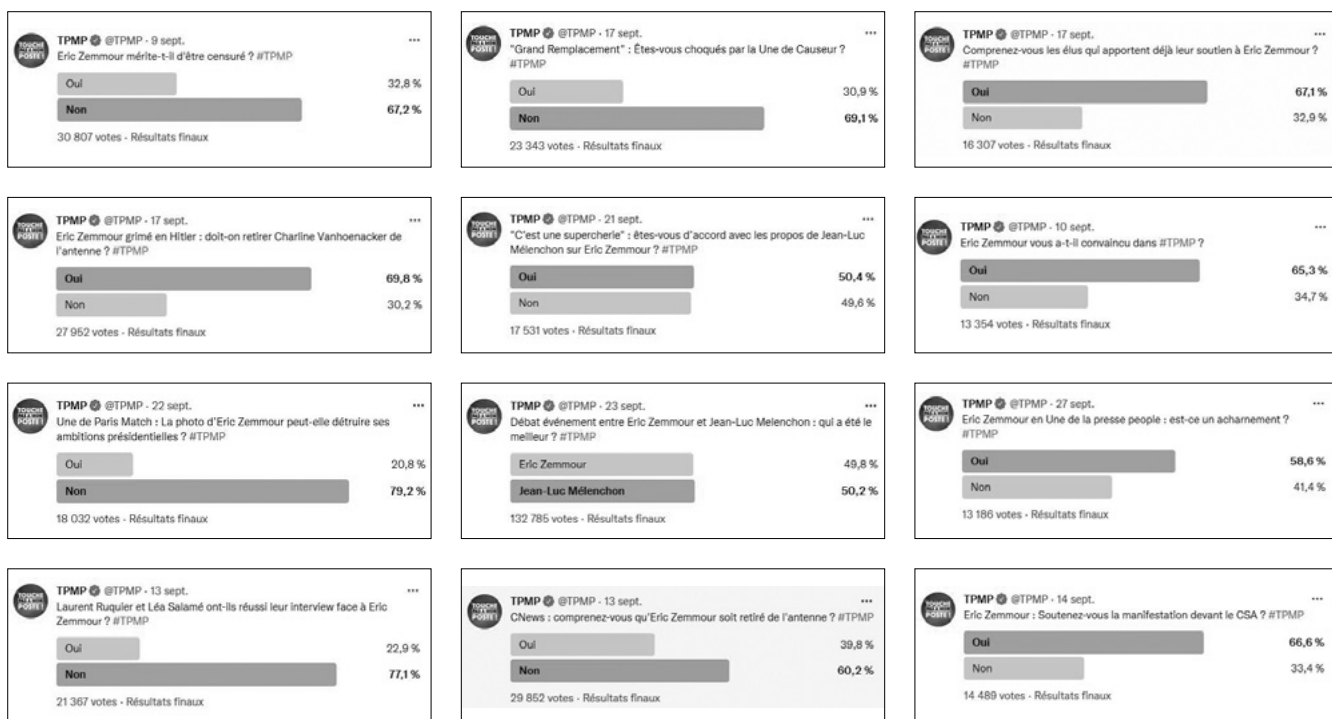
«personnalités» qu'elles se contentent de ne jamais inviter ou même mentionner sur leur temps d'antenne ? Parce qu'elles ne connaissent tout simplement pas leur existence (médiatique), ou parce que ces dernières ne font pas partie de leurs «carnets d'adresses», et ce pour de multiples raisons, par exemple idéologiques ? Car la liste serait longue de ces auteurs, chercheurs, intellectuels, essayistes, militants, syndicalistes, etc. représentant «un certain courant de pensée qui existe aujourd'hui» dans la société et le monde intellectuel et qui, au mépris quotidien de la «liberté d'expression», n'ont jamais eu le moindre micro tendu dans une matinale – ni nulle part ailleurs. Suivant ce raisonnement, qui penserait à se demander si tel ou tel journaliste sont des «censeurs» en chef... à moins de ne pas poser la question en ces termes ?

Le fait est – et il est têtue – que les médias ont construit et figé le capital médiatique d'Éric Zemmour, à mesure que ce dernier polarisait, partout, ce qui ne relève ni plus ni moins... que de choix éditoriaux. À sens unique. Objets de convoitise devenus au fil des années un levier du média-business, Zemmour et consorts ne posent désormais plus aucun problème aux chefferies médiatiques, qui semblent avoir, et depuis longtemps, répondu à ce que Léa Salamé feignait à l'époque de qualifier comme un dilemme : « Si

on ne les invite pas, on les fait monter, si on les invite, on les fait monter, c'est piégeux dans les deux cas. » Dilemme que tranchait d'ailleurs la matinalière elle-même deux jours plus tard, en accueillant... Jean-Marie Le Pen, pour une conversation en toute «décomplexion» autour de ses *Mémoires* (2 octobre 2019).

Et l'on peut dire que deux ans plus tard, alors qu'Éric Zemmour n'est pas encore candidat à la présidentielle, Léa Salamé (et tant d'autres avec elle) ne voit toujours pas l'éléphant dans la pièce, et récidive à l'identique : avec Zemmour, «là, il y a des sondages et une dynamique! [...] C'est la faute des médias si Zemmour a la dynamique?» La question était posée le 29 septembre... à Jordan Bardella, du Rassemblement national. ■

Les médias ont construit et figé le capital médiatique d'Éric Zemmour.



6 Laver le RN plus blanc que blanc

Conseillers en communication, nombre de journalistes s'inquiètent de l'image du RN et de sa stratégie. «Il y a un moment où il va falloir commencer à sérieusement vous inquiéter de ce qui se passe du côté d'Éric Zemmour non? [...] Vous n'êtes ni sourd ni aveugle, il y a peut-être une autre stratégie à mettre en place!» (Yves Calvi à Laurent Jacobelli, porte-parole du RN, BFM-TV, 28 sept.). D'autres en viennent à blanchir le parti, tout simplement: «Marine Le Pen n'a jamais véritablement eu de discours radicaux [...]. Et c'est ça qui a ouvert cet espace. [...] Moi, je n'ai jamais vu de propos racistes dans un meeting.» (Dominique Reynié, France 5,

29 sept.). Du coup, **Caroline Roux** s'inquiète: «Mais [sur l'immigration], elle est crédible à votre avis?» (29 sept.) Ou encore cet autre blanchisseur (et ancien confrère d'Éric Zemmour): «Marine Le Pen laisse un vide béant. [...] Aujourd'hui vous voyez bien: elle ne parle plus du tout d'immigration! Elle n'est plus du tout sur ses fondamentaux. [...] Ce faisant, elle libère tout l'espace sur la thématique qui est chère à Zemmour: l'immigration et la sécurité» (Carl Meeus, France 5, 15 sept.). **Aurélié Herbemont**, journaliste politique à RTL, à son tour: «En se banalisant, en se normalisant, en essayant de se présidentialiser [Marine Le Pen]

a laissé le créneau sulfureux qu'on avait généralement quand même souvent dans des campagnes présidentielles. [...] On voit que pour cette dernière campagne, [...] elle a voulu prendre des habits de future présidente de la République, et elle a laissé du coup un créneau à une radicalité et à un côté sulfureux.» (France 5, 29 sept.) Une position et des commentaires partagés jusque... sur France Inter. **Léa Salamé** à Jordan Bardella (28 sept.): «Vous voyez bien la critique de fond! La critique de fond, c'est: à force de vouloir banaliser votre discours, n'êtes-vous pas devenu banal?» Rideau. ■



« WOKISME »



Is et elles auraient déjà, à en croire certains, envahi la scène politique, notamment à gauche: de Sandrine Rousseau, finaliste de la primaire écolo qualifiée par *Le Figaro* (31 août) de « candidate woke », à Jean-Luc Mélenchon, rangé dans le même camp par le même *Figaro* dans l'article « Comment l'idéologie woke infiltre la classe politique » (8 nov.).

Ainsi, 2021 aura été l'année de l'infiltration du « wokisme »... dans les médias. Le terme est venu se substituer à « islamo-gauchisme ». Lequel, pour ambigu et fantasmagorique qu'il soit, était peut-être encore un peu trop explicite. Avec « wokisme », aucun risque: on ne sait plus du tout de quoi il s'agit. Certes, bien des médias savent rappeler que, comme le résume Ariane Chemin dans le podcast « L'heure du monde » du 4 novembre¹, « “Woke” vient de “awake”, qui veut dire être “éveillé”, c'est-à-dire vigilant et conscientisé face aux formes de racisme et de sexisme les moins visibles ». Mais en quoi serait-ce un défaut d'être ainsi vigilant ? Et que peut-on bien trouver à redire au wokisme, promu en quelques mois ennemi public numéro un ?

Premier reproche: cette idéologie serait l'instrument d'une américanisation de la société française. Franz-Olivier Giesbert évoque ainsi un « lavage de cerveau [...] venu des États-Unis » (*Le Point*, 11 nov.). Or, le terme « wokism » n'existe pas dans les pays anglophones: ce néologisme a été forgé en France, par ceux-là même qui dénoncent l'américanisation du débat². Le glissement de « woke » à « wokisme » n'est pas anodin: il vise à faire croire qu'il s'agit là d'une idéologie unifiée, voire d'un courant politique structuré. Alors que ces mêmes médias n'hésitent pas à mettre dans le même sac déboulonneurs de statues et tenants de l'écriture inclusive.

Deuxième accusation: « Obsédé par la race et le genre, le nouveau “progressisme” [ferait] l'impasse sur le social » (Anne Rosencher, *L'Express*, 4 mars). Même idée dans *Le Figaro* (26 fév.): ce « néo-gauchisme [...] se traduit par l'abandon de la question sociale au profit de la politique des identités, [...] de la centralité des classes

populaires vers celles de minorités sexuelles, religieuses ou ethniques ». Et voilà les médias *mainstream*, apôtres du néolibéralisme, des marchés triomphants et de la concurrence libre et non faussée, qui versent des larmes de crocodile sur l'évacuation du social. Des médias si préoccupés par la question que toute mobilisation populaire y est systématiquement traitée par la morgue et le mépris, dénaturée et délégitimée³.

Troisième récrimination: les wokistes seraient les censeurs d'aujourd'hui. Dans une émission d'Europe 1 intitulée « Bienvenue au wokistan »⁴ (25 janv.), Julian Bugier définit la « woke culture » comme le fait « de pratiquer une censure au nom du droit à ne pas être offensé ». La sociologue Kaoutar Harchi proteste devant cette présentation, mais il réitère: « Un mouvement de censure qui touche les médias et nos universités ».

Le procès en totalitarisme n'est pas loin. Et nombreux s'y engouffrent. Alain Madelin évoque le wokisme comme une « talibanisation des démocraties » (*L'Express*, 23 nov.). Dans un podcast du *Point* (24 déc.), « les contrariantes » le « retrouvent dans tous les grands mouvements autoritaires, que ce soit l'Inquisition, le stalinisme, la révolution culturelle ». Torquemada et Mao, wokistes avant l'heure ? Sur CNews (17 nov.), le philosophe Jean-Loup Bonnamy voit « les mêmes mécanismes psychologiques de culpabilisation » à l'œuvre dans le wokisme et dans la révolution culturelle, tandis que, dans *Marianne* (20 avr.), le médiologue François-Bernard Huyghe évoque une « démarche quasi-religieuse. L'éveillé woke se veut littéralement impeccable, sans péché ».

Tout à leurs tentatives convenues et éculées de disqualifier des courants militants qu'ils honnissent, les gardiens médiatiques de l'ordre social parviennent à esquiver le fond du problème: y a-t-il, oui ou non, des systèmes de domination dont il convient d'être conscient ? Les médias accolent souvent au wokisme la « cancel culture ». En désignant par un mot-repoussoir des courants politiques importants sans jamais demander ce qu'ils ont à dire, ne visent-ils pas à invisibiliser, voire escamoter la réalité des dominations ? La cancel culture n'est pas toujours là où on le croit. ■

1. Ce podcast constitue l'un des rares documents journalistiques sérieux parus dans un « grand média » sur la question.

2. Voir « L'agitation de la chimère “wokisme” ou l'empêchement du débat », Valentin Denis, AOC, 26 nov.

3. *Les médias contre la rue, 25 ans de démobilitation sociale*, Acrimed, éditions Adespote, 2021.

4. Titre identique à celui d'un article du *Canard Enchaîné* (29 sept.).

MAIS QUE FONT LES RÉDACTIONS?

complices

Un sursaut dans la profession. C'est *a minima* ce que devrait provoquer la surexposition et la banalisation d'un agitateur néofasciste telle qu'elle est donnée en spectacle jour après jour dans les médias. Un sursaut qu'on attend toujours...

Le rouleau compresseur autour d'Éric Zemmour interroge les journalistes. On lit que certains s'en inquiètent, on entend que d'autres s'en indignent. À l'issue de son congrès fin octobre, le SNJ a produit le premier (et unique) texte syndical sur la question jusqu'à la fin novembre¹, en dénonçant la «*zemmourisation*» de la campagne présidentielle, la «*couverture médiatique frénétique*» dont il fait l'objet, ainsi que le «*suivisme nauséabond*» des directions des rédactions.

Parallèlement, 300 professionnels – majoritairement pigistes et travaillant avec les médias indépendants pour nombre d'entre eux – ont signé fin octobre la tribune «*Journalistes, nous ne serons pas complices de la haine*». Que l'on souscrive ou non à la totalité de la démarche, la tribune met le doigt sur le phénomène que nous dénonçons – un climat médiatique plus que délétère – et établit explicitement la responsabilité des chefferies éditoriales... mais pas que: «*Nous nous désolidarisons des grand-es patron-nes de médias, directeurs et directrices de rédaction, animateurs*

et animatrices, chroniqueur-ses, confrères et consœurs qui tendent avec jubilation micros et caméras à des personnalités publiques vomissant leur haine de l'autre. Personnalités dont l'une a déjà été condamnée par la justice pour provocation à la haine raciale.»

On notera également que la tribune «*Ouvrez les fenêtres, lisez la presse indépendante*», cosignée par des dizaines de médias indépendants fin octobre, dénonce (notamment) «*un système médiatique dominant qui vient de nous infliger deux mois de "zemmourisation" du débat public et un agenda informatif médiocre, pour ne pas dire plus.*»

À notre connaissance, il s'agit là des trois seules prises de position collectives publiques à ce jour [24 novembre] autour du traitement médiatique d'Éric Zemmour.

Autant dire... extrêmement peu. *A fortiori* quand le même matraquage médiatique se poursuit jour après jour depuis début septembre. Deux mois durant lesquels on s'est vu infliger en boucle les mêmes thématiques et «*polémiques*» biaisées renforçant la banalisation de l'extrême droite fascisante, pour laquelle

Pendant combien de temps encore ces SDJ pourront-elles s'absoudre de leur responsabilité dans le pourrissement du débat public?

1. Cet article a été initialement rédigé le 24 novembre 2021. Depuis, le SNJ-CGT a fait paraître un communiqué sur le sujet («*Dans la rue contre les discours de haine d'Éric Zemmour et consorts*», 3 déc. 2021), et le syndicat fut signataire de l'appel à manifester à Paris le 5 décembre 2021 (jour du premier meeting après sa candidature à la présidentielle), initié par l'Union départementale CGT de Paris, Solidaires Paris et la Jeune Garde Paris.



CNews est une vitrine permanente. Deux mois, et pas l'ombre d'un débrayage dans les rédactions pour dénoncer les choix éditoriaux délétères des directions. Deux mois, et un CSA empruntant comme de coutume la voie du silence. Deux mois, et pas le début d'une critique publique de la moindre société de journalistes (SDJ) ou de rédacteurs (SDR) à ce sujet.

Le 17 novembre, 39 d'entre elles (incluant *Le Figaro*, *Le Parisien*, BFM-TV, LCI, *Marianne*, Radio France, *Le JDD*, etc.) interpellaient pourtant le gouvernement et le champ politique au sujet des violences de l'extrême droite contre les journalistes. Mais certaines de ces SDJ peuvent-elles s'indigner – à juste titre – de ces violences sans dire un seul mot du traitement, par leurs propres organes, de l'extrême droite en général, et de Zemmour en particulier? Pendant combien de temps encore ces SDJ pourront-elles tranquillement s'absoudre de leur responsabilité dans le pourrissement du débat public, polarisé par les obsessions d'une extrême droite à laquelle bon nombre d'entre elles servent la soupe?

Ceci expliquant en partie cela, certains dirigeants de médias, récemment réunis en huis clos, se sont jetés des fleurs en adoubant leurs choix éditoriaux²: la sondomanie, les obsessions de l'extrême droite à la Une, la surexposition de Zemmour... Tout. Ils assument tout de bout en bout. Et après eux le déluge.

On aurait pu espérer, *a minima*, que la tribune « Journalistes, nous ne serons pas complices de la haine » fasse un tant soit peu de bruit. Selon l'une des co-autrices que nous avons contactée, elle est au contraire restée lettre morte dans les grands médias³... à une (malheureuse) exception près: pour *Marianne*, Jean-Loup Adenor a converti ce texte en appel à la censure! Lucide, le journaliste fustige le « mépris » porté aux thématiques historiques de l'extrême droite, qui auraient été « invisibilisé[s] ». Vous avez dit « déni des réalités »? Tout indiqué pour donner des leçons, il en appelle à un traitement sans « mépris ni complaisance » de Zemmour, et incite à privilégier un « travail journalistique sérieux, rigoureux, un travail de terrain ». Nul doute que publier un « générateur de tweets à la Zemmour » comme le fit sa propre rédaction en fait partie...

Atone, fragmentée, acritique, satisfaite ou ployant sous les contraintes, la profession donne la fâcheuse « impression » d'être littéralement au tapis – à cet égard, l'écrasement de la rédaction d'Europe 1, fin juin, après cinq jours de grève pour protester contre la prise de contrôle de la station par Bolloré constituait (à nouveau) un bien sombre présage...

AVEUGLEMENT MAXIMAL

En octobre, des reportages parus dans *Middle East Eye* ou *Mediapart*⁴ faisaient état de « vifs débats dans les rédactions ». Mais ils collectaient surtout des tweets et des témoignages individuels, dessinant quelques accès de colère certes, mais aussi (voire surtout) des réflexions revenant à délivrer des blancs-seings aux choix des rédactions. Ainsi d'une journaliste d'un hebdomadaire, décrite par *Mediapart* comme « désemparée »: « Évidemment il n'est pas encore candidat, mais il est déjà mesuré par tous les instituts de sondage donc comment on fait? On ne va pas faire comme s'il n'était pas, déjà, dans le paysage de l'élection présidentielle. » Gros niveau d'autocritique. « Il n'y a pas particulièrement de débat sur la couverture d'Éric Zemmour. C'est assez naturel. On le traite à la hauteur de ce qu'il pèse dans les sondages », naturalise encore le journaliste du *Figaro* en charge de l'extrême droite. « Cela fait des mois qu'on écrit sur lui sans savoir s'il va y aller, donc ce serait un peu paradoxal de lever le pied alors que sa campagne commence de fait », commente encore un autre professionnel⁵...

Fin octobre encore, l'éditorialiste Gilles Bornstein était convoqué pour un entretien préalable à une sanction par la direction de France TV. La faute? Avoir dit sur France Info, en réponse à Ian Brossat, que Zemmour n'avait « pas le droit de venir ici ».

2. Lire « Zemmour surexposé: les directeurs de chaînes d'info se justifient », Arrêt sur images, 12 oct. 2021.

3. Deux sollicitations TV seulement ont été reçues, que les auteurs de la tribune ont été bien inspirés de décliner: l'une du compère de Zemmour, Éric Naulleau, l'autre des « Grandes Gueules ».

4. « Présidentielle en France: le casse-tête Éric Zemmour », *Middle East Eye*, 21 oct. 2021, et « Zemmour: les médias en plein doute », *Mediapart*, 6 oct. 2021.

5. Les trois témoignages ont été recueillis par Lucie Delaporte dans l'article de *Mediapart* précédemment cité.

Réaction de la SDJ ? Un appel... «à la clémence» de la direction et une demande de «clarté» quant à la ligne éditoriale. Décapant. Quelques semaines plus tard, alors que la direction de l'info de France TV avait comme ligne de «ne pas inviter [Zemmour] tant qu'il n'est pas candidat»⁶, la chaîne publique se dédaisait tranquillement en le recevant dans la matinale de France Info le 22 novembre. Que fit publiquement la SDJ ? Rien.

Chroniques, ce sont ces renoncements qui permettent «l'inimaginable» : au salon de l'armement Milipol le 20 octobre, Zemmour pointait un fusil de précision (non chargé) sur des journalistes. Hormis quelques tweets et une prise de position – isolée là encore car issue d'un billet personnel – dans *Libération* (21 oct.), rien de collectif n'a émané de la profession.

Pire : routines et réflexes professionnels sont tellement digérés qu'au moment d'être pointé par Zemmour, le «reporter» de LCI Paul Larroutou est non seulement resté sur place, mais lui a demandé en prime... de commenter son geste ! Avant de creuser un peu plus, en verbalisant la seule leçon qu'il semblait tirer de cette séquence :



Pathétique ? Sûrement. Alarmant ? Aucun doute. Mais tout est là : le scoop, encore le scoop, toujours le scoop. La fierté d'avoir suscité et recueilli une «petite phrase» fait oublier l'énormité du symbole au (grand ? petit ?) journaliste...

L'aveuglement était tout aussi aigu au service politique de BFM-TV. Alors que la chaîne sert littéralement l'agenda de Zemmour depuis septembre, le fait que ce dernier pointe un fusil sur un journaliste n'était pas considéré comme une information en soi : «Nous avons décidé de ne pas la diffuser» affirmait à l'antenne Philippe Corbé, le chef du service. Pourquoi la rédaction a-t-elle changé d'avis ? «À partir du moment où une ministre [Marlène Schiappa] décide de rentrer dans ce débat [...], qu'Éric Zemmour répond à la ministre, que la ministre répond à la réponse d'Éric Zemmour, ça devient un fait politique. Et nous le traitons.» Brillant. Réfléchissant enfin à un traitement médiatique adéquat, Philippe Corbé attendait du gouvernement qu'il prenne position, et lui fournisse, de fait, la marche à suivre. Daniel Schneidermann disait le reste⁷ :

[Philippe Corbé] aimerait que le gouvernement lui indique une ligne claire : Zemmour, on en parle, ou on n'en parle pas. Il est dangereux, ou il ne l'est pas. [...] Il ne parvient pas à le savoir tout seul. Il ne parvient pas à métaboliser seul la dimension allégorique terrifiante de cette innocente saynète de campagne. Il est à fond dans le syndrome des confrères de Berlin 1933⁸ : l'impossibilité de nommer ce que l'on voit.

Jusqu'à quand ?

CRITIQUE MINIMALISTE

En septembre, on entendait pourtant d'illustres éditorialistes pousser des coups de gueule en plateau. Dans «C à vous» (10 sept.) par exemple. «Une rupture dans le débat démocratique français» disait Patrick

Cohen à propos d'Éric Zemmour, avant de pointer sa «banalisation» médiatique : le fait qu'il soit question de tambouille politicienne le concernant, «mais presque jamais du fond de ses propos, de son idéologie et de ses imprécations». «Nous sommes devenus fous» admettait encore Jean-Michel Apathie avant de renchérir : «Bien sûr que les médias ont leur part de responsabilité, évidemment. Nous avons fabriqué Éric Zemmour. En lui don-

6. Gilles Bornstein, Twitter, 8 oct. 2021.

7. «Zemmour et l'humour : jour de colère à BFM», Arrêt sur images, 21 oct.

8. Voir p.44.





nant la parole, en ne le contrariant pas, en lui laissant dire n'importe quoi. L'interview du Corriere della Sera, ça a été un scandale. Moi j'étais à RTL à l'époque, et bien le lendemain matin, Éric Zemmour est [venu] et Yves Calvi a fait une interview "Éric, vous vous êtes mal expliqué? On ne vous a pas bien compris, vous pouvez nous expliquer Éric?"

Bon, écoutez c'est pitoyable.» Des critiques tout à fait fondées... et salutaires. Mais qui ratent pourtant tout un pan (pour ne pas dire le fond) du problème.

Sans avoir peur de caricaturer Patrick Cohen, on peut dire que de son point de vue, la tambouille politicienne et la course des petits chevaux ne sont des pratiques problématiques qu'en tant qu'elles s'appliquent à Zemmour. Que ces pratiques soient dominantes dans la manière de concevoir et d'exercer le journalisme politique en général n'aurait donc aucun lien avec la banalisation de l'extrême droite? Il semble pourtant évident que si, et nous ne le répèterons jamais assez: la mise en scène médiatique des enjeux politiques, «focalisée sur les confrontations qui agitent le microcosme partisan, [...] [le] recensement des "petites phrases" et des "bons mots" [...], les stratégies de communication des acteurs politiques, les bruits de couloir, les chamailleries internes, les enquêtes de popularité, les ambitions personnelles, etc. [...] accréditent une version politicienne de la politique, qui en

«Bien sûr que les médias ont leur part de responsabilité, évidemment. Nous avons fabriqué Éric Zemmour.»

Jean-Michel Apathie

détourne de larges fractions de la population (en particulier dans les classes populaires) et contribue à légitimer le discours «anti-système» du Front national.»⁹ Et de l'extrême droite en général.

De même, à bien suivre Jean-Michel Apathie, le pouvoir de consécration des grands médias et l'absence de contradiction journalistique ne seraient problématiques qu'en tant qu'appliqués à Zemmour. Ce serait là encore oublier le rôle déterminant des médias dans la légitimation et dans la surexposition de nombreux clones zemmouristes et autres VRP du Front national¹⁰. Et l'extrême bienveillance des commentateurs à leur égard, dont celle... d'Apathie Jean-Michel¹¹.

Bref, dans les deux cas, la critique structurelle est rayée de la carte. «Dommage»... Car c'est précisément celle qui permet de comprendre comment on en est arrivé là; combien la couverture de ce début de campagne constitue, certes, une rupture, mais ne tombe pas du ciel; et à quel point les dynamiques qui ont co-produit le capital médiatico-politique d'Éric Zemmour en fabriqueront de nouveaux à la pelle... pour peu que rien ne change.

Alors oui, on le sait: la critique radicale des médias est une hérésie. Les seules «mises au point» acceptables et tolérées se font entre professionnels, juges et parties, et si possible en provenance des hauts gradés. Les mêmes qui servent quotidiennement la soupe tiède des «émissions médias», relativement inoffensives. La critique étant bien meilleure en huis clos, il faut veiller à ce qu'elle le reste.

Face à un tel aveuglement, face à la complicité explicite des directions et à l'atonie de la profession, des ripostes collectives semblent plus qu'urgentes. De même que l'est la nécessité de continuer à informer et à diffuser, par tous les moyens, la critique radicale du système médiatique, dont le fonctionnement structurel balise la route d'un danger fasciste. ■

9. «Les médias et le Front national: indignations sélectives et banalisation effective», acrimed.org, juin 2014.

10. Sur le site d'Acrimed, lire «Thréard, Rioufol, Zemmour: ces éditorialistes VRP du Front national», mars 2015 et «Dans les talk-shows: le poids des éditorialistes de la droite extrême et d'extrême-droite», nov. 2018.

11. Il y a peu de temps, ce dernier se disait par exemple «heureux» d'accueillir en plateau la rédactrice en chef de «Boulevard Voltaire», blog de la fachosphère dont il ne précisait pas la couleur politique. Lire «Gabrielle Cluzel (Boulevard Voltaire): CNews et LCI installent la fachosphère sur leurs plateaux», acrimed.org, avr. 2019.



CONCENTRATION DES MÉDIAS: LES GRANDES MANŒUVRES

Depuis un an, le grand Monopoly capitaliste bat son plein dans le secteur des médias. Une poignée d'oligarques à l'appétit insatiable voient leur emprise progresser, avec à la clé une concentration

toujours accrue dans la presse écrite comme dans le secteur audiovisuel.

Parmi les opérations les plus marquantes (passées et en cours), on pense évidemment au rachat du groupe Prisma et à la prise de contrôle du groupe Lagardère par Vincent Bolloré. Mais on n'oublie pas non plus le rachat des télévisions locales Azur TV, Var Azur et Provence Azur par Altice, ni

la montée de Daniel Kretinsky au capital de TF1, pas plus que la création par ce dernier du journal *Franc-Tireur*. Et depuis l'annonce fin mai d'une fusion prochaine des groupes TF1 et M6, la question de la concentration des médias est plus que jamais sur le devant de la scène.

Dernier élément en date: pour pouvoir fusionner et continuer de respecter les règles anti-concentration, TF1 (TF1, TMC, TFX, TF1 Séries Films et LCI) et M6 (M6, W9, Gulli et 6ter) devraient être obligés de vendre deux chaînes de la TNT à la concurrence. Plusieurs repreneurs potentiels se sont déjà manifestés, comme le synthétise Pure Médias (26 nov.): Alain Weill, propriétaire de *L'Express* et ancien propriétaire de BFM-TV, et Cyril Hanouna, appuyé par le milliardaire Vincent Bolloré.

L'exécutif s'intéresse également de près à la question de la concentration des médias. Le magazine économique *Capital* (3 nov.) a ainsi révélé que les ministères de l'Économie et de la Culture ont commandé un rapport sur le sujet à l'Inspection des finances et à l'Inspection des affaires culturelles. La lettre de mission des ministères qualifie notamment le dispositif anti-concentration actuel d'«*obsolète*» et «*lacunaire*». S'il faut attendre la remise de ce rapport pour connaître les potentielles évolutions de la législation, *Capital* rappelle les manigances d'Emmanuel Macron en 2014, lorsqu'il était ministre de l'Économie: «*[Il] avait tenté*

d'alléger le dispositif, en supprimant deux plafonds: celui empêchant de détenir plus de 49 % d'une chaîne TNT réalisant plus de 8 % d'audience, et celui interdisant de détenir à la fois télévisions, radios et journaux. Mais le projet, révélé par Les Échos, n'avait finalement pas abouti.» De quoi s'inquiéter des futures préconisations en la matière...

Dans la presse écrite, c'est au tour du quotidien conservateur *Le Figaro* de faire face à des rumeurs de rachat par l'ogre Vincent Bolloré. Mediapart (20 nov.) parle de «*tractations secrètes*» en ce sens avec la famille Dassault (qui possède *Le Figaro*), tandis que *Le Monde* (25 nov.) évoque l'intérêt de Bernard Arnault. Ou quand l'oligarchie batifole...

Dans la presse régionale, c'est le groupe La Provence qui est aujourd'hui âprement disputé. Suite au décès de son propriétaire Bernard Tapie, le milliardaire Xavier Niel (co-actionnaire du Groupe Le Monde) semble le mieux placé pour rafler la mise: il était déjà actionnaire minoritaire (11 %) et bénéficiait en principe d'un droit de préemption sur les

parts de Bernard Tapie. Mais d'après Mediapart (24 nov.), les affaires de ce dernier étant entre les mains de la justice, «*les autres candidats au rachat font valoir que l'appel d'offres lancé par le mandataire liquidateur privilégie d'abord le projet industriel, ce qui ouvre un peu le jeu.*»

Ces autres candidats sont le directeur de la compagnie de transport maritime CMA CGM Rodolphe Saadé, le groupe Fiducial (actionnaire de Sud Radio), et le groupe La Dépêche (propriété de la famille Baylet). Mediapart

souligne qu'«*en position de force, Xavier Niel a d'autant plus de raisons de pousser son avantage qu'il prendrait le contrôle de toute la presse du sud de la France à moindre coût*», ce qui constitue sûrement une bonne nouvelle pour le milliardaire, mais un peu moins pour le pluralisme de l'information.

Xavier Niel est également en position de force dans les Antilles françaises. D'après *Le Canard enchaîné* (24 nov.), après avoir racheté le groupe de presse France-Antilles, Niel aurait fait l'acquisition «*d'une superprimante numérique en Martinique pour 6,5 millions d'euros, financés en partie par l'État*», où il aurait décidé de faire imprimer *Le Monde* (dont il est actionnaire), *Paris Turf* (dont il est propriétaire), ou encore *Les Échos*, le journal de son beau-père Bernard Arnault. Le monde est petit... ■



«TRIBUNE DES GÉNÉRAUX» LCI EN CAMPAGNE

Construction sondagière de «l'opinion publique» et malversations médiatiques: le business de la peur.

Le 21 avril 2021, *Valeurs actuelles* accueillait dans ses pages une tribune signée par «une vingtaine de généraux, une centaine de hauts-grades et plus d'un millier d'autres militaires». Soutenu dès le lendemain par Marine Le Pen – qui appelle les militaires à la rejoindre –, ce texte fustige le «*délitement qui frappe notre patrie*».

Il parle de «*guerre raciale*» que mèneraient des «*partisans haineux et fanatiques*» tenants d'«*un certain antiracisme*», avant de désigner «*l'islamisme et les hordes de banlieue*». Les militaires forment l'injonction au pouvoir politique de procéder à «*l'éradication de ces dangers*» avant de brandir la menace d'une intervention militaire: «*Nous, serviteurs de la Nation, [...] ne pouvons être devant de tels agissements des spectateurs passifs. [...] [S]i rien n'est entrepris, le laxisme continuera à se répandre inexorablement dans la société, provoquant au final une explosion et l'intervention de nos camarades d'active*».

Menace séditionnaire redoublée à la fin du texte: faute d'action, «*la guerre civile mettra un terme à ce chaos croissant, et les morts, dont vous porterez la responsabilité, se compteront par milliers*».

Une majorité de sondés répondent qu'ils ne savent pas de quoi il est question.

Il faut souligner combien cette tribune fut d'abord superbement ignorée par les grands médias. Sa conversion en un «sujet» à part entière, réellement digne d'intérêt, tient surtout au fait que le gouvernement ait finalement décidé de l'inscrire à son agenda¹.

Il a fallu donc attendre près d'une semaine pour que l'appel des généraux soit «porté au débat» dans les grands médias, ou plus précisément, indexé dans le catalogue des plus banales «*polémiques*» médiatiques. En guise de contribution à «l'information», LCI a décidé de sonder l'opinion sur cette tribune, confiant cette tâche à l'institut Harris Interactive.

Le sondage est exemplaire de la production de ces «*artefacts dépourvus de sens*» dont parle Pierre Bourdieu dans sa conférence «L'opinion publique n'existe pas». Réalisée sur un échantillon de 1 613 personnes, il comporte un préambule édifiant: les sondés sont d'abord interrogés sur leur connaissance du dossier – ont-ils «*entendu parler*» de la tribune publiée par *Valeurs actuelles*? 36 % des sondés répondent négativement et 26 % déclarent qu'ils «*ne voient pas précisément ce dont il s'agit*». Autrement dit, une majorité

de sondés répondent qu'ils ne savent pas de quoi il est question. L'histoire aurait donc pu (dû) s'arrêter là : à quoi bon sonder une « opinion » sur un sujet que près de deux tiers des sondés déclarent ne pas connaître – du tout ou « précisément » ?

Mais les artefacts n'effraient pas les sondologues, qui préfèrent s'auto-légitimer en tirant la couverture du « bon » côté. Aussi cette première séquence est-elle surmontée d'un titre avantageux, pointant que « 64 % des Français déclarent avoir entendu parler de la tribune publiée par des militaires sur le site de Valeurs Actuelles ». Harris Interactive additionne ainsi les 38 % déclarant qu'ils en ont entendu parler et voient précisément ce dont il s'agit, et les 26 % qui en ont entendu parler, sans pour autant voir précisément ce dont il s'agit. Le miracle est accompli... sans qu'il ne pose visiblement de problème méthodologique ou déontologique à son auteur : « Il n'y a pas de règle idéale. Cela ne fait pas de très grande différence, que les personnes en aient entendu parler ou pas, on effectue une mise à niveau » répond doctement Jean-Daniel Lévy interrogé par la rédaction de *Frustration* (30 avr. 2021).

Et pourtant... Venons-en ensuite à la question :

Une vingtaine de généraux à la retraite de l'armée française, une centaine de hauts-gradés et plus d'un millier d'autres militaires ont signé une tribune publiée sur le site de l'hebdomadaire Valeurs Actuelles. Adressée au Président de la République, au gouvernement et aux parlementaires, elle dénonce le « délitement » de la France du fait « d'un certain antiracisme », de « l'islamisme et des hordes de banlieue » et de la politique de maintien de l'ordre portée par le gouvernement, notamment lors des manifestations des Gilets Jaunes. Ils les mettent en garde d'une intervention de l'armée qui agirait d'elle-même pour rétablir l'ordre. Soutenez-vous ou non les militaires qui ont signé cette tribune ?

Passons sur les euphémismes et les « épouvantails » présentés à « l'opinion » sans être assortis de la moindre définition : leur usage médiatique courant est vraisemblablement un gage scientifique... Passons également sur le nombre de considérants qui auraient pu être ajoutés à cet énoncé afin d'éclairer un jugement que l'on prétend solliciter²... Reste que 58 % « des Français » déclarent soutenir (« tout à fait » ou « plutôt ») les militaires.

Et Harris Interactive est allé plus loin, se fendant ensuite d'un volet « contextuel » : les sondés ont dû se prononcer de manière binaire (« d'accord » / « pas d'accord ») sur un ensemble d'énoncés « sécuritaires ».

“Cela ne fait pas de très grande différence, que les personnes en aient entendu parler ou pas, on effectue une mise à niveau.”

Jean-Daniel Lévy

1. À travers une dépêche AFP en date du 24 avril, la première (et maigre) phase de médiatisation a moins porté sur le fond de la tribune que sur la « controverse » que cette dernière a suscitée dans les rangs de l'extrême gauche et de la France insoumise. Côté pouvoir politique, ce n'est qu'après avoir largement minimisé la gravité et la portée politique du texte que certains membres du gouvernement ont fini par s'en offusquer.

2. Par exemple : des éléments entourant la publication de la tribune (*Valeurs actuelles* a choisi le 21 avril 2021, soit les 60 ans, jour pour jour, du putsch des généraux d'Alger) ou concernant le statut de la parole publique des militaires.

Q loquace et local

DE DRANCY À LYON, LE « SPECTACLE DE L'INSÉCURITÉ » SUR CNEWS

Les frasques de Jean-Marc Morandini et de son émission « Face à la rue » n'en finissent pas. Après Zemmour à Drancy, c'est Jordan Bardella (RN) qui fut interviewé à Lyon (quartier de la Guillotière, 24 nov.) par l'animateur de CNews, toujours à l'antenne malgré des procès en cours pour « corruption de mineurs », « harcèlement sexuel » et « travail dissimulé ». Rue89Lyon rappelle que l'émission surfe sur une précédente médiatisation : entre la mi-octobre et la mi-novembre 2021, *Le Figaro* a « consacré au moins six articles au sujet », évoquant un « quartier livré aux trafiquants », « gangréné par la délinquance ». Idem sur CNews, qui qualifiait la Guillotière de « zone de non-droit », et « même chose ou presque sur BFM TV ». Et Rue89Lyon d'en analyser les impacts : « Le bruit médiatique accélèr[e] une réponse sécuritaire sur le terrain qui elle-même engendre de nouvelles occurrences dans les médias. » Selon le site indépendant, les séquences électorales successives, propices à la surenchère, expliquent en partie la surmédiatisation. Séquences au cours desquelles se sont en outre créés des collectifs d'habitants, « objets de critiques sur leur représentativité ou acointance politique, [ayant] multiplié les interventions médiatiques [et] constituant ainsi des points d'accroche et un visage pour les médias, locaux comme nationaux. »

LE PROGRÈS FAIT LA COM' DE LA MAIRIE LYONNAISE

« Commande publique : des critères verts ajoutés à la politique d'achat ». Tel est le titre d'un article du *Progrès* épinglé par Mediacités : le papier « est – au mot près – la copie conforme d'un texte publié par la ville de Lyon sur son site Internet ». Et le pure player d'ajouter : « L'article, présenté et mis en page comme n'importe quel autre, n'est pas signé ». Lourde faute déontologique ? La direction du *Progrès* reconnaît « une connerie ». Rien, en revanche, sur la demi-page de publicité pour la région Auvergne-Rhône-Alpes qui jouxte l'article...

Exemples: « *La société française est en train de se déliter* » ; « *Dans certaines villes et certains quartiers les lois de la République ne s'appliquent pas* » ; « *En France, la violence augmente de jour en jour* » jusqu'à... « *La France connaîtra prochainement une guerre civile* ». Deux remarques. La première: ces énoncés distinguent et reprennent des « phénomènes » qui sont précisément ceux que les militaires ont choisi de mettre en avant dans leur tribune. Énoncés qui sont en outre formulés (en grande partie) dans les termes-mêmes de la tribune des militaires. La seconde: ainsi juxtaposés, ces énoncés créent une toile de fond qui correspond au récit de « cadrage » général choisi par les militaires. Convenons que les réponses donnent quelques indices, mais pas plus... et à condition de ne pas frauder leur présentation.

C'est pourtant sans la moindre prudence que LCI, notamment, a orchestré en grande pompe la promotion de son sondage le 29 avril, du matin jusqu'au soir. On en trouve une première apparition dès 6h du matin, à la fois dans un article de synthèse publié sur le site, et à la télé, pendant le journal d'information. Si l'article mentionne *a minima* que seuls « 38 % [des personnes interrogées] voient précisément de quoi il s'agit », ce n'est absolument pas le cas du sujet diffusé à l'antenne, où aucun élément de distanciation n'est évoqué, ni même mentionné le préambule du sondage. Pire encore: le sujet télé en extrapole les résultats en les juxtaposant à deux micros-trottoirs, axés quant à

eux sur la liberté d'expression des militaires, soit une question différente de celle que pose le sondage lui-même...

Les mêmes malversations se sont accumulées tout au long de la journée, où présentateurs et journalistes n'ont eu de cesse de recueillir l'avis des commentateurs sur le sondage en particulier, et sur la tribune en général. Un défilé en famille, tant le gâteau des invités s'est très majoritairement découpé entre la droite et l'extrême droite. De 8h du matin avec Thierry Mariani (député

européen RN) jusqu'à 20h, avec Zineb El Rhazoui. À chaque fois, le sondage est évoqué sans aucun recul. Pire: Thierry Mariani déclare le matin que les généraux « *sont des lanceurs d'alerte* » ? La formule donne partiellement son titre (sans guillemets) à l'émission d'Éric Brunet deux heures plus tard. Cette dernière mérite d'ailleurs un temps d'arrêt tant elle est symptomatique de la faillite du journalisme d'information, neutralisé par les commentaires envahissants du présentateur, et de la manipulation de l'information elle-même.

Le gâteau des invités s'est très majoritairement découpé entre la droite et l'extrême droite.



ÉRIC BRUNET, OU LA MORT DU JOURNALISME D'INFORMATION

Le bavardage entre « invités » (en plateau, en duplex ou dont les interviews sont rediffusées) autour du sondage a occupé près des trois quarts de l'émission. Et pour un pluralisme à toute épreuve, ce que souligne d'ailleurs Raphaëlle Rémy-Leleu (EELV), seule intervenante de gauche sur les treize interlocuteurs: « *J'aimerais bien qu'il y ait un peu plus d'équilibre par rapport aux interventions de gauche* ». Remarque qu'Éric Brunet conclura par une fin de non-recevoir: « *Allons donc!* »

Et c'est un festival de commentaires au plateau-pilon. Sans jamais préciser que 62 % des sondés n'avaient jamais entendu parler de la tribune ou ne voyaient pas précisément ce dont il s'agissait, Éric Brunet vante la « *grande maison* » d'Harris Interactive, et enchaîne les propos de comptoir:

45 % des Français considèrent que le pays connaîtra prochainement une guerre civile. Je ne sais pas trop ce que ça veut dire. Je ne sais pas trop ce que ça veut dire. Y a-t-il du rationnel derrière tout cela ou pas ? En tout cas c'est un chiffre très inquiétant qui montre le niveau d'inquiétude des Français, non pas sur des questions traditionnelles qui sont le chômage, est-ce que vous aurez une meilleure vie plus tard [...], non non ! Là ce qui est intéressant, c'est qu'ils pensent qu'il y aura une guerre civile ou quelque chose. [...] Quand vous en avez un sur deux, ça dépasse la notion de propos de bistrot.

La question du chômage n'ayant pas été soumise aux sondés, le fait que le phénomène ne figure pas dans les résultats est d'une surprise renversante ! Quant au fait de sonder « *l'opinion publique* » sur des prédictions de guerre civile, pas de quoi choquer les invités en plateau. Présupposant que « *les gens ont sans doute lu la tribune* », Charles Beigbeder pontifie: « *C'est difficile de ne pas être d'accord parce qu'on voit bien que la France va mal et qu'on a de multiples crispations dans les territoires perdus*. » Une analyse percutante, qui vaut au moins celle du rédacteur en chef du FigaroVox. La tribune ? « *Un peu raide dans l'expression*. » Seulement ? « *Ça n'a rien d'un putsch, ça n'a rien de factieux*. » L'affaire ? Des « *proportions*

totallement absurdes». Les diverses réactions politiques ? Des «*délires*». Les sanctions contre les militaires ? «*Totalement excessif et disproportionné. Ce qu'ils disent, c'est ce que des millions de Français disent sur l'état du pays chaque jour !*», déclare Guillaume Perrault, avant d'opérer un retournement dont seuls sont capables les polémistes les plus audacieux quand ils sont gagnés par le complotisme :

Toute cette affaire, on sait très bien comment elle a commencé. C'est une manipulation très habile de Mélenchon qui a hyper communiqué sur cette affaire, qui, sinon, serait passée comme une lettre à la poste. Et qui tombait providentiellement pour lui pour masquer son embarras face au terrorisme islamiste, puisque c'était pile au moment de l'attentat de Rambouillet. Je dis bravo l'artiste à Mélenchon.

Le tout couronné par Éric Brunet, «*présentateur*» qui loin de jouer un rôle d'arbitre, n'essaie même pas de sauver les apparences et éditorialise sans retenue. Effaré comme son confrère du FigaroVox par les «*proportions*» prises par la tribune, il renchérit : «*On fait semblant de croire que c'est une tribune putschiste.*» Les soldats menaçant d'une opération de force ? «*C'est d'autant plus amusant qu'ici même, dans ce studio, combien de fois avons-nous évoqué l'hypothèse de l'intervention de l'armée !*» Très «*amusant*» en effet...

Cette séquence est exemplaire du climat dans lequel évolue le débat public et médiatique actuel. Un journalisme de commentaire permanent, où dominent l'éditorialisation et l'«*opinion*», délestées de toute épaisseur et de toute rigueur quand on sollicite l'opinion de personnes sur un objet dont elles-mêmes déclarent ne pas avoir entendu parler, ou ne pas connaître précisément. Avant que cette «*opinion*» – qui n'existe pas – fasse à son tour l'objet de commentaires pendant des heures sur la chaîne d'information qui l'a co-produite (et jusque dans les JT de TF1, appartenant au même groupe). Le tout mis en scène dans des «*débats*» réservés aux diverses variétés de la droite et de l'extrême droite, auxquelles les animateurs déroulent le tapis rouge – quand ils n'en sont pas tout simplement les sympathisants. ■

“Toute cette affaire, [...] c'est une manipulation très habile de Mélenchon.”

Guillaume Perrault,
Figarovox

AIDES AUX MÉDIAS : MARSACTU EXIGE LA TRANSPARENCE

En octobre 2021, Karine Le Marchand, productrice-animatrice sur M6, fut promue ambassadrice pour l'agriculture de la région PACA par Renaud Muselier pour porter les politiques de la région. L'information n'est pas passée sous les radars de Marsactu, site d'information local marseillais. Mais en cherchant à connaître la rémunération octroyée à la vedette de télé, il s'est heurté à un mur. Qu'à cela ne tienne ! Dénonçant l'opacité des «*plans médias*» institutionnels (critères d'attribution de l'argent public et montants alloués), la rédaction de Marsactu lance un appel à la transparence sur le financement des médias locaux, adressé à la région, au département, à la métropole, à la préfecture et à six grandes villes des Bouches-du-Rhône. Dans la continuité de la tribune «*Ouvrez les fenêtres, lisez la presse indépendante*», Marsactu demande des comptes sur les «*apports financiers de toute sorte aux titres de presse, dont les annonces légales (marchés publics, annonces d'enquêtes publiques, etc.)*».

L'EMPAILLÉ RÉSISTE ENCORE ET TOUJOURS À L'EMPIRE BAYLET

Depuis sa naissance, *L'Empaillé* ausculte le groupe La Dépêche : son histoire collaborationniste, sa mainmise sur la presse locale occitane. Dans son troisième numéro, *L'Empaillé* a «*laissé traîner une oreille*» chez *L'Indépendant*, le quotidien de Perpignan et sa région. Car depuis la reprise du journal par l'empire Baylet en 2015, rien ne va plus : baisse de moyens humains et financiers, course au profit, disparition des photographes remplacés par les journalistes et leurs smartphones, fin de toute activité syndicale, frontière floue entre journalisme et communications privée et institutionnelle... «*Moins d'enquêtes, plus de communication et de pub*», résume *L'Empaillé* : les recettes traditionnelles du groupe La Dépêche pour une presse toujours plus docile. ■

QUAND PARIS MATCH ROULE POUR LE RN

people

Le FN «dédiabolisé»? Et par qui?

On le sait, *Paris Match* est coutumier des portraits «intimes» de responsables politiques, tout en complaisance et en dépolitisation. Des égards qui s'apparentent à des opérations de com', comme à l'occasion de la «sortie pizza» de Brigitte et Emmanuel Macron. Et qui consacrent aussi, «dédiabolisation» oblige, les dirigeants du Rassemblement national (RN). Exemple en 2018, quand la «chef adjoint du service politique de *Paris Match*» Virginie Le Guay évoquait les chats de Marine Le Pen. Ou, plus récemment, quand elle dresse, dans un portrait daté du 7 août 2020, les mœurs gastronomiques du «*bon vivant [et] fin gourmet*» Jordan Bardella.

Ce n'est, finalement, qu'une expression parmi d'autres de la coproduction lepéno-médiatique d'un RN «dédiabolisé». Mais quelle expression... En l'espèce: un angle «art de vivre» offert sur un plateau au député européen RN. En entrée:

Risotto, osso-buco, spaghetti carbonara, tiramisu... Jordan Bardella connaît «ses» recettes sur le bout des doigts. Cuisiner est un de ses passe-temps favoris, et le jeune député européen du Rassemblement national peut rester trois heures s'il le faut devant ses fourneaux, afin de concocter un repas «digne de ce nom» à ses parents ou à sa «bien-aimée» Nolwenn, fine cuisinière elle aussi.

Puis le plat:

Pendant les deux mois de confinement, qu'il a passés seul, à son grand désespoir, dans son domicile des Hauts-de-Seine [sic], le deuxième vice-président du parti lepéniste, qui aura 25 ans en septembre, s'est passionné pour les posts sur Instagram de Simone Zanoni, qui officie au George – une étoile au Guide Michelin –, un des restaurants de l'hôtel Four Seasons George V à Paris.

Et pour conclure (on vous épargne le fromage), un petit dessert:

La cuisine – et les breuvages qui l'accompagnent – est pour Jordan Bardella un moment de grande convivialité. Avec ses amis (comme David Rachline, le maire RN de Fréjus), il fait régulièrement la tournée des caves afin de dénicher le «petit vin parfait» qui s'accordera à leur repas. Il a récemment visité les vignobles de Châteauneuf-du-Pape, dans le Vaucluse, et voue un véritable culte à ce nectar aux treize cépages qu'il marie en général à un petit pecorino au poivre ou à la truffe. Bon vivant, fin gourmet («Je ne résiste pas aux pâtes all'amatriciana»), il avoue ne pas avoir de problème de ligne pour le moment. «Il paraît que le corps se dérègle à partir de 30 ans, je serai vigilant. Pas question de devenir gros!» jure ce grand sportif qui, dès qu'il le peut, chausse ses baskets pour s'en aller courir le long des rues ou des sentiers lorsqu'il est en vacances.

Une nouvelle démonstration, s'il en fallait, que *Paris Match* ne lésine pas sur la brosse à reluire – même avec l'extrême droite. ■

KARINE LE MARCHAND CHEZ MARINE LE PEN, MG, NOVEMBRE 2021...



MARINE LE PEN RACONTE QU'ELLE «ÉLÈVE DES CHATS» : «JE SUIS AGRICULTRICE».



VALEURS ACTUELLES UNE LÉGITIMATION MÉDIATIQUE DE (TRÈS) LONGUE DATE

RÉSEAU

Valeurs actuelles vilipendé, puis *Valeurs actuelles*... recruté! En septembre 2020, aux critiques visant un (énième) article raciste succèdent une exposition et une assise accrues de l'hebdomadaire dans les grands médias.

Valeurs actuelles est solidement installé dans le paysage médiatique. On pourrait parfois croire ses journalistes marginaux; ce serait oublier qu'ils évoluent au contraire dans la cour des grands (bourgeois), qu'elle soit médiatique ou politique.

Le 28 août 2020, *Valeurs actuelles* publiait un article raciste, flanqué d'un dessin figurant la députée Danièle Obono (France insoumise) en esclave nue les chaînes au cou. Tollé (quasi) général de la classe politique et médiatique, feignant de découvrir l'eau tiède... et la ligne éditoriale d'une publication d'extrême droite comptant, parmi de nombreux faits d'armes, l'exploit d'avoir été condamnée à deux reprises en une semaine pour provocation à la discrimination¹. C'était en 2015, sous la direction d'Yves de Kerdrel. Aujourd'hui, de Kerdrel Yves exhibe sa «triste[sse] de voir cet hebdomadaire [...] salir ainsi une députée et banaliser un racisme odieux. Cela traduit la dérive extrémiste de ce journal qui se met en place depuis mon départ.» (Twitter, 29 août 2020).

La bouffonnerie de l'ancien directeur du magazine fait écho à celle des plus hautes sphères de l'État. Emmanuel Macron affirme aujourd'hui sa «condamnation claire de toute forme de racisme» (cité par *Le Parisien*, 1er sept. 2020), mais posait hier en Une de

l'hebdomadaire, en bras de chemise, pour une confession en «tête-à-tête» autour de l'immigration. «Un très bon journal» plaiderait-il alors, paraphrasé par Marlène Schiappa, qui revendiquait fièrement avoir «donné une interview à Valeurs actuelles, peut-être même plusieurs», sans que cela revienne à «encourage[r] ou crédibilise[r]» le journal (France Inter, 31 août 2020). Et pourtant si... Cette dernière remettait d'ailleurs le couvert le 5 novembre 2020 pour un entretien exclusif.



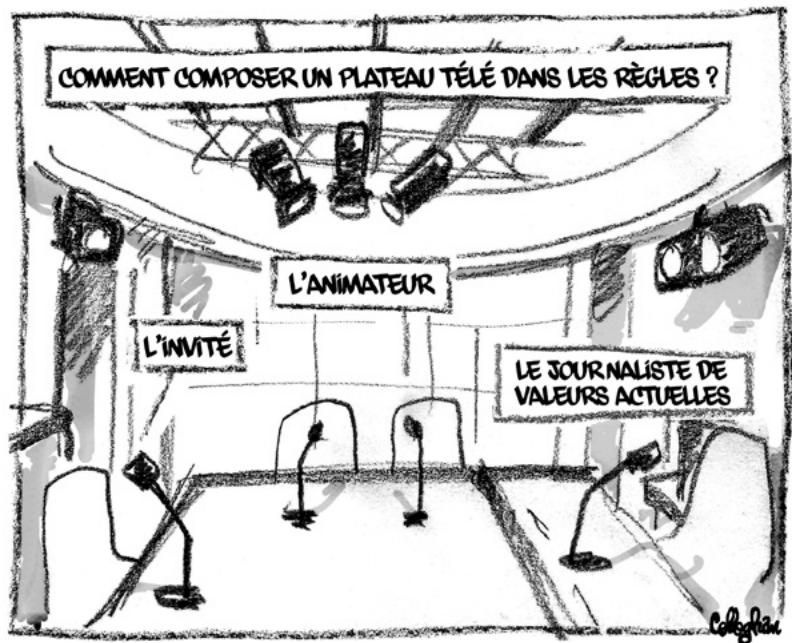
Mais cette légitimation n'est pas seulement l'apanage du gouvernement (et de la classe politique plus largement, gauche comprise). Le champ où *Valeurs actuelles* a su, au fil des dix dernières années notamment, se tailler une place de choix, reste surtout celui des grands médias.

1. «Naturalisés. L'invasion qu'on nous cache» (sept. 2013), figurant une Marianne voilée en Une, fut le premier numéro mis en cause pour sa Une. La seconde condamnation épinglait un dossier sur les Roms, appelé en Une par le titre «Roms. L'overdose» (août 2013). Lire «Valeurs actuelles condamné en appel pour son dossier sur les Roms», *L'Express*, 9 déc. 2015.

DES JOURNALISTES PLÉBISCITÉS PAR LES PATRONS ET LES CHEFFERIES ÉDITORIALES

Le mercato 2020 aura sans doute mis un coup de projecteur inégalé sur les indignations sélectives du huis-clos journalistique. À la suite de «l'affaire Obono», le rédacteur en chef de *Valeurs actuelles* Geoffroy Lejeune voit s'interrompre une collaboration quotidienne de trois années avec LCI... mais trouve refuge chez Cyril Hanouna (C8), où il est embauché comme chroniqueur. Le PDG de TF1 Gilles Pélisson estime que «ce qu'a fait *Valeurs actuelles* est indigne de notre époque» (*Le Monde*, 2 sept. 2020)... mais LCI continue de recevoir des journalistes de l'hebdomadaire en plus de salarié Éric Brunet, qui en est une ancienne plume.

Valeurs actuelles suscite l'effroi... mais sa tête d'affiche Louis de Ragueneil est propulsé à la tête du service politique d'Europe 1. Les salariés d'Europe 1 s'indignent... mais Charles Villeneuve, vice-président de la société éditrice de *Valeurs actuelles* (Valmonde), reste une «grande voix» de l'émission hebdomadaire de débat de la station d'Arnaud Lagardère, et «omniprésent dans la rédaction» selon un témoin cité par *Le Monde* (5 sept. 2020). Marc-Olivier Fogiel, directeur général de BFM-TV, affirme qu'«aucun propos raciste n'est acceptable»... mais donne son aval pour recruter la rédactrice en chef adjointe de la rubrique «France» de *Valeurs actuelles*, Solange Bied-Charreton, en tant qu'éditorialiste politique dans l'émission «22h Max». Pendant ce temps, les têtes d'affiche de l'hebdomadaire (Charlotte d'Ornel-



las, Gilles-William Goldnadel, Jean-Claude Dassier, Tugdual Denis, Raphaël Stainville, etc.) continuent de jouer à touche-touche sur les chaînes d'info, de manière plus ou moins régulière.

Avec cette petite coquetterie du service public : si «Les Informés» (France Info) semblent s'être séparés de François d'Orcival (jusqu'à quand ?), ils continuent leur collaboration avec Arnaud Benedetti, chroniqueur «Politique» chez *Valeurs actuelles*. La différence ? Le premier était présenté comme «éditorialiste chez *Valeurs actuelles*» ; le second, selon les cas, comme... «Professeur associé à la Sorbonne à Paris, spécialiste de communication politique» ou «Rédacteur en chef de la Revue Politique et Parlementaire». La banalisation passe aussi par le déguisement. Et il est systématique : Arnaud Benedetti intervient sous couvert de ces étiquettes dans chacun de ses (très nombreux) passages médiatiques : du 1^{er} septembre au 23 novembre 2020², il a cumulé pas moins de 66 interventions sur les plateaux de France Info, Sud Radio, CNews, BFM-TV, LCI et Public Sénat.

Alors bien sûr, il arrive que des journalistes protestent. En septembre 2020, la société des rédacteurs d'Europe 1 – subitement prise de pudeur – s'est «farouchement» opposée à la nomination de Louis de Ragueneil en tant que chef du service politique. Effarouchement dont aura eu raison, comme ailleurs, l'autoritarisme de la direction³ : Ragueneil sera finalement chef adjoint du service politique... sourit la direction. Un événement qui nous rappelle combien certaines sociétés de rédacteurs ou de journalistes parviennent à peser sur les orientations édi-

L'hebo récidiviste

À la suite de l'article d'août 2020 évoqué p. 32, Danièle Obono a déposé plainte. En septembre 2021, trois responsables de l'hebdomadaire ont été condamnés pour «injure publique en raison de l'origine» (*Le Monde*, 29 sept.). Les arguments de la défense – et ceux de Philippe Val, qui était intervenu en soutien de *Valeurs actuelles* – ont tous été «balayés par le jugement», soulignant d'une part la gravité des injures à caractère raciste et d'autre part, l'absence totale de «prise de distance» qui permettrait de caractériser [le texte] comme une forme d'humour ou de satire, «si tant est que l'on puisse considérer que le présent article relève de ce genre». Le tribunal met d'ailleurs en doute son caractère fictionnel, «tant sont nombreuses les références du texte à la réalité».

2. Et sans compter ses innombrables interviews/tribunes pour le FigaroVox ou Atlantico, ni ses passages sur RT ou dans la PQR, ni ses passages sur Radio Orient ou Radio Notre-Dame.

3. Un sort identique avait frappé les journalistes de CNews, à l'époque de leur (courte) protestation contre le recrutement de Lemmour dans «Face à l'info».

toriales... Mais surtout combien les directeurs et patrons de chaînes chérissent les journalistes de *Valeurs actuelles*, et autres éditocrates réactionnaires qu'ils promeuvent.

Il faut dire que les bonnes relations – presque organiques – entre *Valeurs actuelles* et le patronat ne datent pas d'hier. Depuis le début des années 1990, les actionnaires majoritaires du groupe Valmonde (qui édite *Valeurs actuelles*), sont tous des piliers du capitalisme français: le financier milliardaire Marc Ladreit de Lacharrière en 1993 (via sa société Fimalac Communication); puis, en 1998, Serge Dassault (dont le fils, Olivier Dassault, député LR, était vice-président de Valmonde jusqu'à sa mort en mars 2021); le géant pharmaceutique Pierre Fabre à partir de 2006 (via sa holding personnelle Sud Communication) et enfin, depuis 2015, l'homme d'affaires franco-libanais Iskandar Safa (via son groupe Privinvest). 92^e fortune française qui, comme le relevait une longue enquête de Basta⁴, multiplie les affaires dans la construction navale, civile et militaire, notamment avec l'Arabie Saoudite⁵...

Le patronat n'a par ailleurs jamais eu à se plaindre du magazine: la rédaction de *Valeurs actuelles* a toujours fait preuve d'une absolue servilité vis-à-vis de l'ordre économique dominant. À titre d'exemple, les Unes (peu nombreuses) que le titre consacre aux questions économiques font la part belle à Agnès Verdier-Molinié, grande thuriféraire du capital et pourfendeuse des services publics.



DES JOURNALISTES (TRÈS) INSÉRÉS DANS LES RÉSEAUX POLITIQUES

Les cris «antisystèmes» de *Valeurs actuelles* sont aussi forts que l'est leur insertion dans les réseaux de pouvoir. Dans deux articles publiés à un an d'intervalle dans *Le Monde*⁶, Ariane Chemin et François Krug chroniquent, sur la période récente, les entrées des membres de *Valeurs actuelles* dans la sphère politique. Et pas des moindres: ainsi Louis de Raguenel «travaill[ait] au ministère de l'Intérieur sous Claude Guéant, [...] s'y était lié d'"amitié" avec Sylvain Fort, futur proche conseiller d'Emmanuel Macron». La rédaction toute entière a par ailleurs «toujours reçu

un très bon accueil à l'Élysée. Au printemps 2019, Macron avait convié Lejeune et d'Ornellas à la remise de Légion d'honneur de l'ami Michel Houellebecq, une cérémonie en très petit comité.» Cérémonie qui se conclura en toute intimité, lorsque «Brigitte Macron emmène un petit groupe de reporters de Valeurs actuelles, privilégié mais essulé, visiter le Palais.»

Les bonnes relations entre Valeurs actuelles et le patronat ne datent pas d'hier.

Rien de nouveau, toutefois: dès 2016, peu après la création de LREM, Emmanuel Macron entreprenait un déplacement privé au Puy du Fou au cours duquel seuls deux journalistes étaient priés de l'accompagner: «Sébastien Valiela,

photographe de l'agence Bestimage de Michèle Marchand, et Tugdual Denis, de Valeurs actuelles». Et les deux journalistes du *Monde* de poursuivre: «On retrouve même la trace de Valeurs actuelles dans le scandale [Benalla] [...]. Charles Villeneuve a enchaîné les rencontres avec [lui] avant ses auditions devant la commission d'enquête du Sénat, lui prodiguant quelques conseils. Puis, à l'automne, Valeurs actuelles publiait une interview avec l'ancien chargé de mission à l'Élysée.» Le 16 septembre, c'est au tour de Camille Pascal, ancienne plume de *Valeurs actuelles* et ancien conseiller de Nicolas Sarkozy, d'être recruté au cabinet de Jean Castex, et ce «malgré [une] condamnation pénale.» (*Capital*, 17 sept. 2020).

Si les membres de l'hebdomadaire naviguent gaîment entre réseaux macronistes et sarkozystes, ils sont également tout particulièrement insérés dans les milieux catholiques d'extrême droite: de Charlotte d'Ornellas, membre du conseil d'administration de SOS Chrétiens d'Orient⁷ à Geoffroy Lejeune, qui ne

4. «Le discret business du propriétaire de Valeurs actuelles, l'hebdo de référence de l'ultra-droite», Basta, 30 sept. 2019.

5. Pour un état des lieux plus récent, voir «Iskandar Safa, l'homme qui a réveillé les CMN», *La presse de la Manche*, 3 août 2020.

6. «Entre Emmanuel Macron et "Valeurs actuelles", les secrets d'un flirt» (*Le Monde*, 31 oct. 2019) et «À "Valeurs actuelles", le faux pas des jeunes loups» (*M le magazine du Monde*, 8 sept. 2020).

50 nuances de réaction

Sur LCI, les chroniqueurs de *Valeurs actuelles* se fondent dans le paysage: en septembre 2020, la chaîne recrutait également Arnaud Stephan (ex-conseiller de Marion Maréchal) et Alain Finkelkraut, «figure intellectuelle incontestable» selon David Pujadas, que ce dernier se dit «fier d'accueillir» dans son émission (*Le Monde*, 25 août 2020). Le PDG Gilles Pélisson déclarait encore ne pas vouloir faire de LCI une «télévision d'opinion à la Fox»... mais

alignait les euros pour débaucher Alexandre Devecchio, régulièrement interviewé dans *Valeurs actuelles*, pilier du très «foxien» Figarovox, et qui officialisait jusqu'ici sur la non moins «foxienne» CNews, dans les émissions d'Éric Zemmour, Laurence Ferrari et Sonia Mabrouk. En 2021, il fut recruté comme éditorialiste dans le 7/9 de France Inter pour une intervention hebdomadaire... ■

cache pas sa proximité avec Marion Maréchal, «une de [ses] amies les plus chères» (cité par *Le Monde*, 8 sept. 2020). Des sympathies qui plus est historiques: avant de rejoindre *Valeurs actuelles* en 1987, «qu'il dirigera pendant six ans avant d'entrer à LCI», Patrick Buisson, ex-conseiller de Sarkozy, a passé six années à l'hebdomadaire d'extrême droite *Minute* (dont une en tant que directeur de la rédaction) (*L'Obs*, fév. 2012). C'est également le cas d'Arnaud Folch et de Cyril de Beketch, ayant «commencé leur carrière à Minute» avant de rejoindre *Valeurs actuelles*, où ils officieront en tant que directeurs délégués de la rédaction (*Libération*, fév. 2016).

Et ce n'est qu'un aperçu... Les tickets d'entrée de ces rédacteurs dans le champ politique sont multiples. Et leur pratique assidue du «journalisme» de coulisse se traduit par la publication d'essais intimistes et racoleurs, depuis *Le mystère Villiers* (Arnaud Folch, 2006) à *La Vérité sur le mystère Fillon* (Tugdual Denis, 2020), en passant par *Une élection ordinaire* (2015), dans lequel Geoffroy Lejeune imagine l'élection d'Éric Zemmour à la présidence de la République... Autant d'ouvrages qui valent à leurs auteurs de sympathiques tournées chez les confrères fascinés: «Mon confrère et ami Tugdual Denis a écrit un livre de cuisine. Absolument passionnant [...]. [C'est] quelqu'un qui a fréquenté pendant un an François Fillon, sa famille, ses enfants, ses amis [...]. C'est un roman vrai» (André Bercoff à propos de *La Vérité sur le mystère Fillon*, Sud Radio, 30 juin 2020).



Geoffroy Lejeune chez Laurent Ruquier, France 2, 27 sept. 2015.

Loin d'être des marginaux, ces journalistes sont donc issus du sérail, familiers des milieux politiques, économiques, «intellectuels» ou même sportifs⁷ qu'ils fréquentent, investissent, et desquels ils tirent une légitimation et un carnet d'adresses.

«INVESTISSEZ LES MÉDIAS» : UNE LONGUE ASCENSION

La rédaction de *Valeurs actuelles* bénéficie également des fortes connexions de certains de ses



membres au sein de grands médias, où ils ont occupé des postes-clés. Ainsi Jean-Claude Dassier, membre du comité éditorial de *Valeurs actuelles*, a-t-il été par le passé directeur général de LCI, ancien rédacteur en chef des journaux d'Europe 1, son directeur adjoint de l'actualité puis son directeur de la rédaction. Il a également occupé des positions de pouvoir dans la direction d'Eurosport et de TF1.

Entre Bouygues et *Valeurs actuelles*, c'est même une histoire d'amour: Charles Villeneuve fut présentateur/producteur à TF1 (après avoir été directeur de la rédaction d'Europe 1 puis journaliste à *Paris Match*) et feu Étienne Mougeotte (président de Valmonde), vice-président du groupe et directeur d'antenne. La télévision publique ne manque pas à l'appel: ancien-

7. Association «devenue un des partenaires occidentaux les plus actifs du dictateur syrien Bachar Al-Assad», lire à ce sujet les trois volets de l'enquête de Mediapart «Une ONG française en Syrie» (sept. - oct. 2020).

8. Rappelons que Jean-Claude Dassier a été président de l'Olympique de Marseille et Charles Villeneuve, président du PSG.

nement directeur de cabinet du président du CSA, Camille Pascal a été recruté par Patrick de Carolis comme directeur général adjoint de France Télévisions en 2006 (passant outre l'avis défavorable de la Commission de déontologie) avant de passer secrétaire général du groupe puis directeur de sa communication.

Les liens sont tout aussi forts avec la presse d'opinion (de droite) et la presse économique. À partir d'Euro Presse, le sociologue Abdellali Hajjat a construit pour une enquête⁹ une base de données afin de mesurer la «surface médiatique» occupée par les principaux auteurs de *Valeurs actuelles* depuis mars 2000, «qu'il s'agisse des journalistes du titre, des chroniqueurs, des signataires de tribunes, etc. [...] ayant écrit plus de 200 articles». Cherchant d'abord à «rendre compte de la circulation [de ces derniers] d'un média à un autre», le sociologue montre que «la majorité des journalistes et chroniqueurs-euses de VA sont d'abord passés par Le Figaro, Les Échos, L'Express, Le Point, etc.»

À propos du *Figaro*, Abdellali Hajjat postule même un «lien organique», ce que confirment Ariane Chemin et François Krug dans l'enquête du *Monde* précédemment citée: actuel rédacteur en chef de *Valeurs actuelles*, «Raphaël Stainville [fit] un passage au Figaro Magazine»; directeur général de *Valeurs actuelles* en 2012, Yves de Kerdrel était auparavant journaliste au *Figaro*; «à l'époque journaliste à Valeurs actuelles, [Alexis Brézet est] aujourd'hui directeur des rédactions du Figaro. Et désormais, c'est le directeur adjoint de la rédaction du Figaro, Vincent Trémolet de Villers, qui tient la chronique ["La Lettre de M. de Rastignac" (*Valeurs actuelles*)] sur son temps libre». François d'Orcival a quant à lui collaboré à la fondation du *Figaro Magazine* (où il continue de rédiger des éditos) en 1977, période à laquelle il était rédacteur en chef de *Valeurs actuelles*.

Cette conquête des hautes sphères médiatiques, et de la «respectabilité» qui en découle, l'hebdomadaire en a fait une stratégie éditoriale et politique. «Investissez les médias», c'est le conseil que leur avait donné en 2012 le spin doctor de Nicolas Sarkozy, Patrick Buisson» rapporte *Le Monde* (9 sept. 2020). Un conseil qui a porté ses fruits, si l'on s'en tient à l'accueil que leur réservent les confrères: «Quand on est bons, on nous signe. Et c'est vrai que depuis quelques

Cette conquête des hautes sphères médiatiques, l'hebdomadaire en a fait une stratégie éditoriale et politique.

temps, on sait se faire de plus en plus inviter» se flattait François d'Orcival dans *Le Parisien* (3 sept. 2020).

Connaissant les plateaux sur le bout des ongles, les chroniqueurs savent également tirer profit des pires mécanismes médiatiques. «Dans la petite bande de trentenaires qui dirige Valeurs actuelles, on se flatte de posséder "un radar à bad buzz"» peut-on encore lire sous la plume des journalistes du *Monde*. Ils poursuivent en citant le livre «fiction» de Geoffroy Lejeune, où ce dernier «divulgue» les «stratégies» de *Valeurs actuelles*: «Le magazine était coutumier des titres racoleurs. La presse tombait systématiquement dans le panneau, reprenant leurs couvertures les plus hardcore pour en faire des scandales.» En effet. En août 2020, l'article raciste ciblant Danièle Obono s'est certes soldé par une «indignation» (quasi) générale, mais les têtes d'affiche de *Valeurs actuelles* ont tout de même fait le tour des plateaux pour... s'en «expliquer».

En définitive, sur les dix dernières années notamment, nombreux sont les journaux, télévisions ou radios à avoir accueilli les membres de *Valeurs actuelles*



à bras ouverts. Pour des interviews, ou pour leur confier ce qu'il est convenu d'appeler un «billet d'humour». Dans l'enquête précédemment citée, Abdellali Hajjat met des chiffres sur cette sur-représentation médiatique, observée entre 2000 et 2020 en particulier dans l'audiovisuel:

Il s'agit surtout de RMC (4 080 participations), Europe 1 (3480), LCI (2086), I-TELE (568) devenue CNews (470) et, dans une moindre mesure, BFM TV (877), RTL (693), Arte (425), Radio Classique (345), France Info (337), France 5 (330), La chaîne parlementaire (325), France Inter (317), etc. Les émissions les plus ouvertes aux collaborateurs-rices de VA sont celles qui sont animées par des chroniqueurs-ses de ce même hebdomadaire (Carrément Brunet sur RMC, L'édition de Catherine Nay sur Europe 1, Les Grandes gueules sur RMC, etc.) et les émis-

9. «L'emprise de Valeurs Actuelles», racismes.hypothese.org, 13 nov. 2020.

sions d'actualité politique (*Le Débat* sur LCI, 28 minutes sur Arte, *On refait le monde* sur RTL, *C dans l'air* sur France 5, etc.)

Un exemple édifiant: au début des années 2010, déjà membre de *Valeurs actuelles*, Geoffroy Lejeune était chroniqueur au «22H» de Public Sénat et intervenait sur i-Télé, dans l'émission «On va pas se mentir» (présentée par Léa Salamé, Marc Fauvelle puis Audrey Pulvar). En 2014, il participait à «L'humeur du jour» sur Europe 1. En 2015, c'était une voix des «Coulisses de la politique», émission de Sud Radio. En 2018, il rejoignait chaque jour la matinale de LCI, où il restera deux saisons durant, pour deux «billet[s] d'humeur "dans un ton corrosif"» (*Le Figaro*, août 2018). En 2020, il est encore une «vraie voix» de l'émission éponyme de Sud Radio et salarié chez Hanouna. Bref, à 32 ans, Geoffroy Lejeune aura écumé un nombre considérable de grands médias (surtout privés).

Chemin faisant, la situation se normalise. Et les éditorialistes de l'hebdomadaire sont (comme leurs idées), banalisés, voire considérés comme des interlocuteurs incontournables malgré la relativement faible diffusion de leur journal. Un exemple significatif: sur France Inter, Sonia Devillers, que l'on peut difficilement soupçonner de partager la ligne de *Valeurs actuelles*, n'hésite pas à inviter Geoffroy Lejeune (et Yves de Kerdrel avant lui, en novembre 2015) pour papoter de pluralisme, de Zemmour ou encore de «terreur médiatique» dans l'«Instant M» (17 déc. 2019), son émission consacrée à l'analyse des médias.

INDIGNATION, DIGESTION, RÉHABILITATION

C'est à la lumière de telles connexions et d'une telle histoire qu'il faut comprendre le communiqué publié par *Valeurs actuelles* à la suite de «l'affaire Obono»¹⁰. Un communiqué dans lequel la rédaction présente ses excuses à la députée insoumise... tout en «contest[ant] fermement les accusations [de racisme]»! L'objectif: redorer le blason du magazine. Ne pas gâter les fruits récoltés de longue date dans les sphères médiatique et politique. Assurer les conditions d'un «retour à la normale» le plus rapide possible, même si, évidemment, *Valeurs actuelles* n'est pas devenu raciste le 28 août 2020, pas plus qu'Éric Zemmour ne s'est réveillé islamophobe le matin de son discours à la «Convention de la droite» maréchaliste...

Et ce fut chose faite: le tollé public est bien vite retombé, et la réhabilitation médiatique semble d'ores et déjà acquise à moindre frais. Sans que la moindre conséquence ne soit tirée: *Valeurs actuelles* était, reste

et restera fréquentable¹¹, son insertion dans les réseaux politico-médiatiques jouant à plein.

Dans l'indifférence générale, ou presque. Des réactions ou critiques se font jour ici et là, comme celle du *Monde*, qui s'échauffe par exemple dans un éditorial «contre la banalisation du racisme» (1^{er} sept. 2020): «L'ennui est aussi que les jeunes journalistes plus à droite que Marine Le Pen qui animent *Valeurs actuelles* ont micro ouvert en permanence sur plusieurs chaînes d'information télévisée en continu, dont ils alimentent le moulin à polémiques.» Salutaire réveil...

Mais *Le Monde* n'a pas encore ouvert les deux yeux. Presse de «référence», radios et télé publiques seraient en effet bien inspirées de mettre fin à leurs amnésies opportunes, en regardant en face leur contribution à la banalisation de l'extrême droite, qui ne date pas d'hier. Et qui ne se mesure pas seulement à la surface qu'occupent les chroniqueurs de *Valeurs actuelles* et autres agitateurs réactionnaires dans l'espace médiatique... ■

Les éditorialistes de Valeurs actuelles sont considérés comme des interlocuteurs incontournables.

10. «Affaire Obono: Valeurs actuelles répond aux accusations de racisme de son roman de l'été», *Valeurs actuelles*, 29 août 2020.

11. Une interview, aussi critique soit-elle – et elles le sont rarement! – reste une visibilité de plus. Une place de chroniqueur, aussi «équilibrés» soient les dispositifs – et ils le sont rarement –, reste une légitimité de plus.

Le Monde et le «racisme chic»

Le journal de référence s'insurge donc contre la «banalisation du racisme». Mais pratique-t-il autre chose que cela lorsque le directeur du *Monde des livres*, Jean Birnbaum, décide de confier le monologue de clôture d'un «Forum philo» du *Monde* (sur le thème de l'identité) à... Alain Finkielkraut, défendant la théorie complotiste du «remplacisme global», l'autre nom du «grand remplacement»? Le même Jean Birnbaum pratique-il autre chose que la «banalisation du racisme» lorsqu'il choisit de titrer une interview avec le même académicien «Avec le LSD, on était tous à égalité, on riait beaucoup»? ■

Depuis le temps, de telles galanteries ne font plus rire personne. Mais sans doute serait-ce trop demander à ces grandes plumes que de questionner en profondeur la complaisance médiatique vis-à-vis des agitateurs racistes. *A fortiori* quand, comme le décrit Sébastien Fontenelle dans *Les Empoisonneurs. Antisémitisme, islamophobie, xénophobie* (Lux, 2020), ces derniers sont issus des milieux intellectuels bourgeois parisiens, partageant, avec les journalistes qui leur servent la soupe, les privilèges des hautes sphères... au rang desquels figure l'impunité. ■

MICHEL ONFRAY, LA PHILOSOPHIE DE L'IMPOSTURE

En septembre 2018, France Culture interrompait l'émission « Contre-histoire de la philosophie », qui retransmet à l'antenne, pendant treize ans, les conférences de Michel Onfray à l'Université populaire de Caen. « *Totalitarisme soft* » pour *Valeurs actuelles* (sept. 2018), cette décision a agité le microcosme médiatique – interviews de l'éternel « censuré » à l'appui – et relancé la machine onfrayiste : « on-ne-peut-plus-rien-dire ».

Par exemple : « *Après France Culture, c'est donc France 5 qui me prive de micro. Cela confirme la censure dont je fais l'objet de la part du service public audiovisuel.* » (site de Michel Onfray, 1^{er} oct. 2018) ; « *Je suis sur une liste noire à France Inter. Je suis interdit de France Inter.* » (i24news, 29 nov. 2020) ; « *Je ne suis plus du tout invité sur le service public.* » (Sputnik, 10 fév. 2021) ; « *Il y a un climat de terreur intellectuelle, c'est évident. Moi je ne suis pas invité sur le service public par exemple, depuis des années. France Inter ne m'invite plus.* » (Europe 1, 30 sept. 2021).

Promenade en Censure, uniquement depuis le 1^{er} septembre 2018 dans l'audiovisuel public :

■ France 2

- « Thé ou café », 22 sept. 2018
- « C'est au programme », 5 fév. 2019
- « Vivement dimanche prochain », 21 avr. 2019
- « On est en direct », 6 mars 2021

■ France 3

- « La France en vrai » (9 déc. 2019) diffuse un documentaire intitulé « Michel Onfray, sur les chemins de mon enfance », co-produit par le philosophe et... France 3 Normandie !

■ France 5

- « C à vous », 10 sept. 2018 ; 23 janv. 2019 ; 15 janv. 2020
- « La grande librairie », 9 janv. 2019 ; 8 sept. 2021

■ Public Sénat

- « Allons plus loin », 3 fév. 2020

■ TV5 Monde

- « L'invité », 20 déc. 2018 ; 17 oct. 2019 ; 26 juin 2020

■ Franceinfo

- « L'invité du 23h », 24 août 2021

■ France Inter

- « Le club estival », 17 août 2019
- « Le grand face à face », 15 fév. 2020
- « On va déguster », 26 avr. 2020

■ France Musique

- « Sous la couverture », 30 nov. 2019

■ RFI

- « Idées », 3 fév. 2019

■ France Bleu

- « Paris Express » interview en cinq épisodes, diffusés quotidiennement du 22 au 26 oct. 2018
- « Dans le rétro », 27 oct. 2018

Censuré « depuis des années » donc, notre petit entrepreneur en oublierait presque que le service public (France 2) lui avait également offert une participation à la nouvelle version de « L'émission politique » animée par Léa Salamé, à compter du 28 septembre 2017. Un duo hélas tué dans l'œuf, sacrifié pour une banale histoire de rémunération – le philosophe impécunieux réclamait 2000 euros par émission (*L'Obs*, 13 sept. 2017) – et une occasion manquée, jouant le triste loupé de 2011 : « *Dans le cœur de Laurent Ruquier, le philosophe Michel Onfray était le favori pour remplacer Éric Naulleau [dans l'émission "On n'est pas couché" sur France 2, NDLR]. "C'était ma tête de liste. Malheureusement, il a un problème d'emploi du temps et ne peut se rendre disponible".* » (*Le Point*, 6 juin 2011). Malheur de l'agenda.

Mais le « ouin-ouinisme » d'Onfray ne se borne pas au seul service public. « *Il ne reste plus que quelques*



îlots de résistance à vouloir m'accueillir pour porter ma voix dissidente» déclarait-il à *L'Express* en janvier 2017, avant d'ajouter: «Il me reste peu d'endroits, mais on y pratique l'hospitalité, qui est l'autre nom de la tolérance.» Voyons plutôt la maigreur de la presse qui lui accorde régulièrement l'asile (et parfois la Une): *Le Figaro*, *Le Figaro Magazine*, *Le Point*, *L'Express*, *Valeurs actuelles*, *Marianne*, *La revue des deux mondes*, la *PQR*, *Causeur*, sans parler de sa propre revue *Font populaire* et de son site. Et les quelques bribes d'audio-visuel qui lui offrent encore l'hospitalité: BFM-TV, RMC, Europe 1, CNews, LCI, RT France, Sputnik, i24news, Paris Première, Europe 1, Radio Classique, Sud Radio... Autant d'avant-gardes, isolées parmi les médias français, qui donnent à méditer cet adage d'Onfray Michel: «*Les intellectuels les plus exposés médiatiquement sont les plus complices du système libéral.*» (*Le Parisien*, 6 avr. 2006¹).

Si l'imposture de Michel Onfray est de longue date dévoilée et nombre de ses travaux de faussaire, démontés², le capital médiatique de l'entrepreneur ne faiblit (presque) pas au fil du temps. Et dans son cas, comme dans celui d'autres «réprouvés» tels Zemmour

ou Finkielkraut, l'excommunication médiatique ne se fait jamais prophétie autoréalisatrice! La patte du philosophe est pourtant caractérisée: «*Je préfère effectivement éviter un certain nombre d'émissions où on perd son âme. Ruquier, Ardisson, d'autres endroits où on est coincé entre un chauffeur routier transsexuel (sic) et un gardien de but qui n'a pas écrit ses livres, [...] un comédien qui n'a pas écrit ses livres non plus.*» (BFM-TV, 21 mars

2016). Un discours qu'il tenait quasiment mot pour mot à *L'Express* dix ans plus tôt (1^{er} nov. 2007).

Constance ou bouffonnerie? Jugeons plutôt: entre décembre 2009 et janvier 2019, on dénombre douze passages dans les émissions que Thierry Ardisson animait sur Canal+ et C8 («Les terriens du samedi», «Les terriens du dimanche», «Salut les terriens»)³. Quant aux plateaux de

Laurent Ruquier sur France 2 («On n'est pas couché» et «On est en direct»), on y aura croisé Michel Onfray onze fois entre mai 2010 et mars 2021⁴.

C'est encore avec d'inspirantes métaphores qu'il critiquait les émissions de divan dans *Le Monde diplomatique* en octobre 2004: «*Sicce lieu [la télévision], n'est pas l'amphithéâtre du docte, il ne doit pas non plus en être le caniveau: mettre la philosophie dans la rue ne contraint pas à lui laisser faire le trottoir. À chacun de savoir, selon l'invitation qui lui est faite, s'il veut apparaître à "Tout le monde en parle" ou à "Vivement dimanche" – où se précipitent en revanche ceux qui vivent dans le monde libéral comme un poisson dans l'eau.*» Dix ans plus tard, le poisson Onfray est dans son élément, et frétille dans les émissions de Drucker⁵... Un juste retour d'ascenseur de la part de celui qui intervenait quelques mois auparavant dans son Université populaire pour discourir «*sur le temps, sur la cruauté de la télévision, sur l'éphémérité de ses vedettes*»⁶. À la bonne heure!

Ainsi, se poser en victime d'un système médiatique dont on est un rouage depuis près de trois décennies, et auquel on doit une très large part de sa notoriété et de ses succès en librairie, peut se révéler fort profitable... pour certains. Reste qu'aujourd'hui, ce faussaire réactionnaire occupe une surface médiatique d'ampleur, et, sans vent ni marée, déblatère à l'infini: «*Dans l'air de la post-vérité dans laquelle nous nous trouvons, tout peut être dit et le contraire de tout.*» (CNews, 11 nov. 2020). C'est en effet spectaculaire. ■

1. Cité par *Le Plan B*, fév. 2007.

2. Lire, parmi de nombreux exemples, M. Paraire, Michel Onfray, *une imposture intellectuelle*, Les Éditions de l'Épervier, 2013; «La petite usine de Michel Onfray. Enquête sur un homme qui se prenait pour un volcan», Nicolas Chevassus-au-Louis, *Revue du Crieur*, 2015, p. 90.; «Onfray: fin de partie», entretien avec Elisabeth Roudinesco et Guillaume Mazeau, *Le Grand Continent*, juil. 2020.

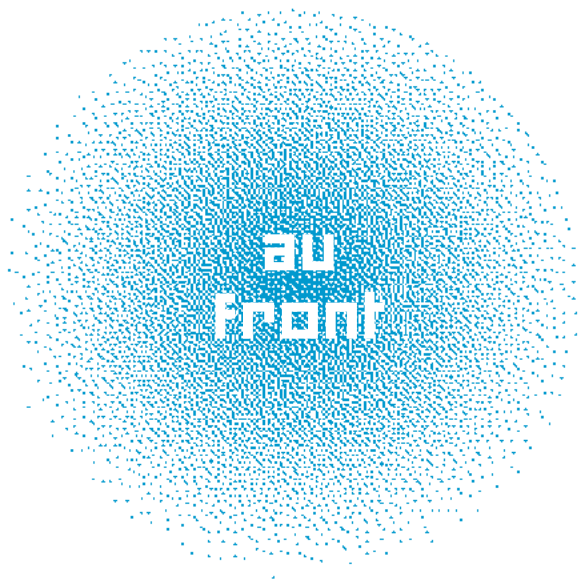
3. 19 déc. 2009, 20 oct. 2012, 2 mars 2013, 9 nov. 2013, 19 avr. 2014, 21 mars 2015, 28 nov. 2015, 4 nov. 2017, 8 avr. 2018, 8 sept. 2018, 4 nov. 2018 et 22 janv. 2019.

4. 8 mai 2010, 13 nov. 2010, 1^{er} mai 2011, 29 oct. 2011, 26 janv. 2013, 12 avr. 2014, 17 janv. 2015, 19 sept. 2015, 11 fév. 2017, 2 juin 2018 et 6 mars 2021.

5. 12 avr. 2015, 6 sept. 2015, 5 fév. 2017 et 21 avr. 2019.

6. Michel Onfray, cité par Nicolas Chevassus-au-Louis, *Revue du Crieur*, art. cit.

SONIA MABROUK, MILITANTE



Fidèle à la ligne éditoriale d'Europe 1:
fort avec les faibles, faible avec les forts.

Quelques mois seulement après l'interrogatoire en règle de la Défenseure des droits Claire Hédon¹, Sonia Mabrouk a récidivé. La militante, qui officie à la fois sur CNews dans l'émission «Midi News» et Europe 1 (dont Vincent Bolloré vient de prendre le contrôle), a passé Sandrine Rousseau sur le gril (1^{er} sept. 2021). La candidate à la primaire d'Europe Écologie Les Verts et militante féministe a été sommée de réagir à toutes les obsessions qui agitent les plateaux télé (et Sonia Mabrouk en particulier): la sécurité dans les quartiers populaires («*Est-ce qu'on est encore en France?*»), l'Islam, le port du voile, la lutte anti-terroriste... Les questions posées à Sandrine Rousseau ne servent pas tant à faire la lumière sur ses idées et ses combats qu'à les disqualifier. Pour ce faire, Sonia Mabrouk n'hésite pas à tordre les propos de son invitée, à grands coups de sophismes. En traitant les invités de gauche comme des adversaires politiques, Sonia Mabrouk fait de l'interview politique d'Europe 1 une tribune pour avancer ses propres idées: un logiciel politique d'extrême droite dont elle ne fait pas mystère, elle qui publiait il y a quelque mois un livre subtilement intitulé *Insoumission française. Décoloniaux, écologistes radicaux, islamo-compatibles*:

les véritables menaces, qui lui valut d'ailleurs une tournée médiatique dans les règles de l'art.

JOURNALISTE OU ADVERSAIRE POLITIQUE?

Face aux interlocuteurs de gauche, tout est donc prétexte à la joute politique, dans laquelle Sonia Mabrouk prend une part plus qu'active. Au cours de l'interview avec Sandrine Rousseau, la crise en Afghanistan, où les Talibans ont repris le pouvoir, est ainsi uniquement traitée d'un point de vue français, sous l'angle «sécuritaire»: les «dangers de l'immigration». Sonia Mabrouk somme son invitée de réagir à des propos qu'elle a tenus quelques jours plus tôt sur l'accueil des réfugiés². Et surtout, à ce qu'en ont fait les médias depuis qu'ils ont été prononcés: un «vif tollé» soit... une «polémique».

«*Est-ce que vous reconnaissez quand même une grave faute avec de tels propos pour une candidate à la primaire mais aussi à la présidentielle que vous êtes?*», la questionne Sonia Mabrouk. Sandrine Rousseau cède en mentionnant «une maladresse de langage et un raccourci», ajoutant qu'elle faisait face, dans cette émission, à «une extrême droite qui était déchainée, xénophobe...». Sonia Mabrouk la coupe: «*Ahhhh! Je me suis demandé combien vous alliez tenir [sic] avant de citer l'extrême droite!*»

1. Lire «Claire Hédon en garde à vue sur Europe 1», *Médiacritiques* n°39, juil.-sept. 2021.

2. «*Si vraiment il y a des personnes dangereuses, des potentiels terroristes, ce n'est pas parce qu'ils restent en Afghanistan qu'ils sont moins dangereux. Quelque part, les avait en France, ça nous permet aussi de les surveiller*», avait déclaré Sandrine Rousseau le 24 août 2021 sur BFM-TV.

La candidate d'Europe Écologie Les Verts tente de définir l'extrême droite, mais est une nouvelle fois interrompue :

- **Sonia Mabrouk**: Madame Rousseau, si tout ce que vous dites, tout ce qui vous contredit est d'extrême droite ça fait beaucoup de monde en France hein ! Vous dites « extrême droite » pour disqualifier toute opposition.

- **Sandrine Rousseau**: [...] Je dis extrême droite quand on a des discours xénophobes et haineux oui. Et c'est profondément l'ADN de l'extrême droite.

- **Sonia Mabrouk**: Parce que vous avez la passion des étiquettes pour tenter d'anesthésier le débat. Mais qui est l'extrême droite aujourd'hui ? Puisque si c'est à la droite de l'extrême gauche ça fait beaucoup de monde en France...

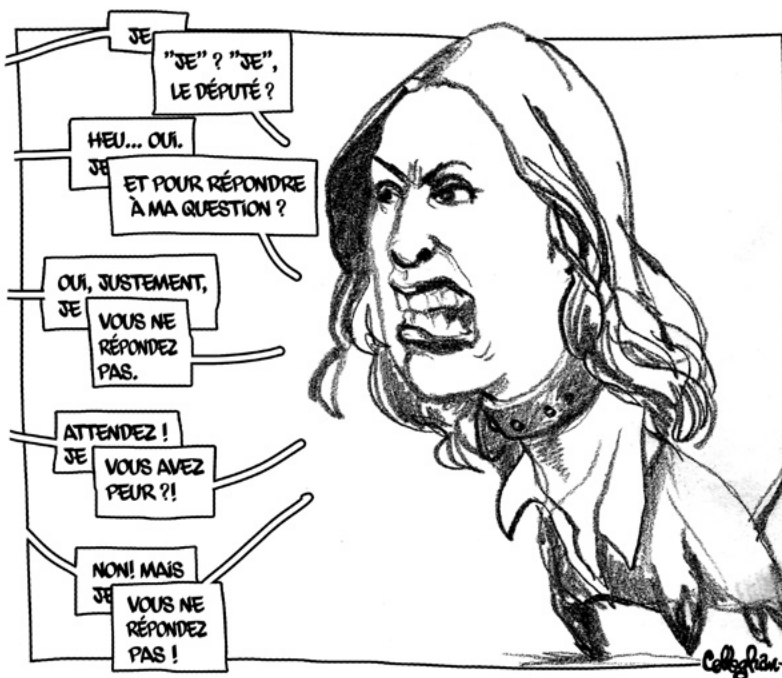
C'est qu'en méthode de disqualification et d'« anesthésie du débat », Sonia Mabrouk s'y connaît.

Journaliste ou adversaire politique ? L'intervieweuse s'y perd elle-même. Si bien qu'elle interrompt sur ces mots l'argumentation de son invitée : « Alors on poursuit ce débat sur l'Afghanistan. On poursuit sur l'Afghanistan. Selon vous, Sandrine Rousseau, pour bien comprendre votre vision, est-ce que le taliban modéré ou inclusif existe ? »

L'auditeur sera surtout très au fait de la « vision » de Sonia Mabrouk, tant le « débat » sur l'Afghanistan glisse rapidement vers une autre de ses obsessions : le port de la burqa en France : « Vous défendez donc la liberté de porter le voile ou de porter un burkini en France, mais si vous étiez née à Khartoum, à Kaboul, ou à Ryad, nul doute que vous auriez défendu avec le même courage, que l'on entend ici, le droit de porter une mini-jupe ou d'aller sein nu à la plage en Arabie saoudite ? »

Ainsi l'entretien est-il construit de manière à toujours ramener l'invitée vers les thèmes chers à Sonia Mabrouk, et calqués sur l'agenda politique de l'extrême droite. Morgue comprise... et ce jusqu'à la fin. Sandrine Rousseau conclut-elle par « une petite pensée [pour] la rédaction [d'Europe 1] qui a beaucoup souffert cet été et [pour les] journalistes qui sont partis » ? Réaction agacée (et servile) de Mabrouk : « Oui bien sûr, et comme vous êtes la grande liberté des opprimés [sic], merci de l'avoir dit ce matin sur Europe 1. »

Cette interview-réquisitoire met particulièrement bien en évidence la capacité de celui/celle qui pose les « questions » de cadencer le « débat » : des idées et du programme politique que défend la candidate écologiste au sein de son parti, on ne saura rien.



LES INTERVIEWS À GÉOMÉTRIE VARIABLE DE SONIA MABROUK

Cas d'école, l'interrogatoire de Sandrine Rousseau est pourtant loin d'être isolé. Europe 1, la radio du groupe Lagardère qui vient de passer sous la coupe de Vincent Bolloré, nous a habitués de longue date à des interviews politiques dont la ligne est claire : « faible avec les puissants, fort avec les faibles ». Nos multiples articles épinglant les pratiques de Jean-Pierre Elkabbach suffisent par exemple à la démonstration.

À force d'entretiens, l'intervieweuse Sonia Mabrouk a montré qu'elle avait bien intégré les missions de sa fiche de poste. Quand Jean-Michel Blanquer (4 sept. 2020) ou Bernard Arnault (26 nov. 2019) sont interrogés, ils ne subissent pas le même traitement qu'Adrien Quatennens (15 sept. 2020), Fabien Roussel (10 déc. 2019), Sandrine Rousseau (1^{er} sept. 2021) ou encore Claire Hédon (12 fév. 2021).

Lors de son passage sur Europe 1, le député La France insoumise Adrien Quatennens a subi, durant 13 minutes, pas moins de 50 interruptions de la part de Mabrouk, rendant de fait ses démonstrations quasi impossibles et hachées. Quand Bernard Arnault est invité, il n'est « interrompu » (relancé, en réalité) que 19 fois en 11 minutes. De son côté, l'élue communiste Fabien Roussel a été coupé 36 fois en 8 minutes et trente secondes. Le ministre de l'Éducation Jean-Michel Blanquer, pour sa part, peut aisément dérouler ses éléments de langage durant 13 minutes reléguant les interventions de l'animatrice au second plan : sur ses 27 interventions, elle coupe

L'entretien est construit de manière à ramener l'invitée vers les thèmes chers à Sonia Mabrouk.

seulement deux fois la parole au ministre, le reste n'étant que questions-relances.

Voilà pour le quantitatif.

De manière plus concrète, à l'instar de Sandrine Rousseau, Quatennens et Roussel – pour ne prendre que ces deux exemples – ont été mis sur le gril. Suivant la ligne directrice de son réquisitoire, Mabrouk coupe ses interlocuteurs pour étayer une thèse. Par exemple, quand elle reçoit Quatennens, son objectif est de démontrer que la FI déteste la police. Illustration :

- Votre parti a tenu hier un colloque sur la sécurité. Est-ce qu'un bon flic est un flic désarmé ?

- Vous faites donc peser une présomption de culpabilité sur les policiers.

- Juste une question sur les faits. Peut-on être élu de la République comme vous et prendre part à la même manifestation que l'une des figures du mouvement des Gilets jaunes, Jérôme Rodrigues, qui a qualifié les policiers de nazis ?

- Je note que vous ne vous désolidarisez pas de cette phrase.

Et quand Adrien Quatennens suggère que « pour lutter contre la petite délinquance, il nous faut le retour de la police de proximité, pacifier les relations... », Sonia Mabrouk se moque : « Quelle idée innovante M. Quatennens. » Pour servir sa thèse et instiller le doute, l'animatrice n'hésite pas à semer le trouble et tronquer des citations. Résumant les propos de Quatennens, elle poursuit : « Pour lutter contre la délinquance, il faut être armé. Donc vous revenez complètement sur la phrase de Jean-Luc Mélenchon qui estimait il y a quelques semaines, quelques mois qu'il faut "une police aussi désarmée que possible pour qu'elle inspire le respect" ».

Or la déclaration de Jean-Luc Mélenchon est tout autre. Dans un extrait pris sur BFM-TV le 13 juin 2020, le leader de la FI explique : « On a le droit de rêver d'une société sans police. Comme on pourrait rêver d'une société où le loup et l'agneau iraient boire ensemble à la rivière. Donc, ce n'est pas un rêve interdit, c'est un beau rêve. Mais, nous savons tous que ça ne peut être qu'un rêve. Donc, il doit y avoir une police à peu près partout. Mais ça doit être une police pensée, organisée, disciplinée, obéissante à l'État républicain, et ne se constituant pas comme une sorte de forteresse à part. Une police aussi désarmée que possible, pour qu'elle inspire le respect des citoyens, ça doit être ça leur objectif. Leur objectif, ça ne doit pas être de faire peur mais d'être respectés. »

Que l'on soit d'accord ou pas avec ces propos, on peut dire que Sonia Mabrouk illustre par la sélection

Pour servir sa thèse et instiller le doute, l'animatrice n'hésite pas à semer le trouble et tronquer des citations.

de la phrase qu'elle opère et son usage, ce qu'Adrien Quatennens venait de dire quelques instants plus tôt sur le même sujet des violences policières : « On ne va pas résumer à la serpe mon propos. »

Le reste de l'entretien est du même bois. Parole coupée, procès d'intention, questions à charge... L'élu insoumis était plus là pour se justifier que pour répondre à des questions.

COMPLAISANCE À L'ÉGARD DES PUISSANTS

Même salle, ambiance différente quand s'y assoit un grand patron ou un membre du gouvernement. Le 26 novembre 2019, Sonia Mabrouk déroule le tapis rouge à Bernard Arnault, patron de LVMH. Matthieu Belliard, qui a depuis quitté la station, salue d'entrée cet « invité exceptionnel : sa parole est rare, Bernard Arnault, le PDG de LVMH, le n°1 mondial du luxe. LVMH qui réalise une opération hors norme avec le rachat de la célèbre marque américaine Tiffany pour quatorze milliards sept cents millions d'euros. »

Belle entrée en matière pour une interview sans concession. Morceaux choisis :

Sonia Mabrouk : Il y a l'amour, il y a le rêve, et puis il y a la stratégie j'y reviens. C'est la soixante-septième acquisition, c'est la soixante-septième maison que vous avez achetée. À partir de quel moment, Bernard Arnault, on se dit : « c'est bon, la maison, le

groupe LVMH est constitué, je ne souhaite pas aller plus loin. » Ou alors, ça ne s'arrête jamais ?

Bernard Arnault répond être fier de construire son groupe autour du savoir-faire français et affirme créer « à peu près treize à quatorze mille emplois par an, voilà. »

Sonia Mabrouk : Vous parlez du savoir-faire à la française, c'est aussi l'image de la France Bernard Arnault qui est incarnée par ce secteur ; et parfois, cette image est mise à mal ces derniers temps, tout simplement par un contexte tout d'abord mondial et un contexte social français brûlant, éruptif. Est-ce que c'est un motif d'inquiétude pour vous ?

Bernard Arnault vante la notoriété des marques de luxe française. Et Sonia Mabrouk renchérit :

Et grâce à cela, grâce à cette notoriété affirmée, établie, ça nécorne pas notre image en ce moment ? Par exemple, évidemment, vous voyagez énormément. Qu'est-ce qu'on vous dit de votre pays quand on voit les images qui ont pu défiler en boucle sur les chaînes étrangères, est-ce que pour vous aussi, c'est un pincement au cœur, j'allais dire comme tous les citoyens ?

À la fin de l'entretien, Sonia Mabrouk lance le cirage du président de la République : « Même si,



Bernard Arnault, on est, selon Emmanuel Macron, trop négatifs, trop pessimistes, on ne voit pas tous les indicateurs qui passent au vert, et le verre à moitié plein.» Cirage que Bernard Arnault, qui l'a soutenu et le soutient toujours, reprend à son compte: «Oui, oui. Et depuis l'arrivée du président Macron à la présidence de la République, l'image de la France s'est quand même, je dirai, sensiblement améliorée, son attractivité s'est beaucoup améliorée, notamment pour les investissements étrangers. Et ça compte beaucoup.»

Sonia Mabrouk ne compte pas laisser Bernard Arnault s'en sortir aussi facilement.

Plus incisive que jamais, elle relance:

Bernard Arnault, est-ce que pour s'entendre avec un businessman, il faut soi-même être un grand patron et parler d'égal à égal quelque part?

Sans surprise, Bernard Arnault n'est jamais interrompu, Sonia Mabrouk accompagnant tout au contraire l'intéressé dans la construction de sa magnificence. On pourrait ainsi multiplier les exemples à l'infini, au péril de notre santé mentale. À y regarder de plus près, on se dit que Sonia Mabrouk applique à la lettre la conception du journalisme qu'elle avait affichée dans un entretien accordé à *20 Minutes* le 25 août 2017: «Le journalisme tel que je l'aime est engagé dans les grands débats. Pas politiquement bien sûr, il n'est pas question d'avoir la carte d'un parti, mais sur les grands principes. [...] Le journaliste de demain doit être engagé sur les grandes questions.

“Le journaliste de demain doit être engagé sur les grandes questions. Il est impossible de ne pas prendre position.”

Sonia Mabrouk

Il est impossible de ne pas prendre position. On a un rôle de pionnier et pas seulement d'animateur.» Un rôle de serviteur, vouant allégeance à la bourgeoisie.

Que Sonia Mabrouk, tôlière de l'émission «Midi News» sur CNews et intervieweuse politique sur Europe 1, fasse office de chien de garde, qui pourrait s'en étonner encore? Que des élus de gauche continuent à répondre à ses invitations mérite d'être sérieusement interrogé. Qu'espèrent-ils face à un cadre aussi verrouillé? Les interviews de Sandrine Rousseau et d'Adrien Quatennens démontrent bien que, quelles que soient leurs réponses et leurs argumentations (qu'ils ne peuvent jamais développer), Sonia Mabrouk excédera systématiquement son rôle et avancera ses idées. Pire: de telles interviews lui facilitent la tâche. Accepter de se plier au «jeu» des fausses questions/réponses, totalement cadencé et biaisé par Sonia Mabrouk, c'est en définitive la considérer comme une journaliste, et non comme l'adversaire politique qu'elle est. ■

Candidats mentionnés dans les médias: à droite toute!

Le chercheur en informatique Nicolas Hervé a compté avec un logiciel le nombre d'occurrences à la télévision et à la radio des noms de famille des candidats à l'élection présidentielle. Cette démarche permet de repérer «de qui on parle» (voir par exemple notre comptage pour l'émission «C dans l'air», *Médiacritiques* n°23, 2017).

Entre le 30 août et le 17 décembre 2021, Éric Zemmour a été évoqué de manière totalement disproportionnée. CNews d'abord, mais BFM-TV et LCI aussi, ont plus cité son nom que celui de n'importe quel autre candidat. Dans les

matinales radio et les journaux télévisés, c'est Macron qui est le plus cité, mais Zemmour arrive juste derrière, et loin devant les autres.

La gauche doit, elle, se contenter de miettes.

Entre le 30 août et le 31 décembre 2021:

① Sur les chaînes d'info en continu, 16 % des noms cités étaient ceux de candidats de gauche (au sens large du terme: Hidalgo, Taubira, Montebourg, Jadot, Rousseau, Mélenchon, Roussel, Poutou, Arthaud). À titre de comparaison, les candidats d'extrême droite (Zemmour, Le Pen, Philippot, Dupont-Aignan) ont été cités à hauteur de 39 %, Macron 23 %, et la droite 21 %.

② Dans les journaux télévisés, la gauche cumule 22 %, derrière Macron (30 %), la droite et l'extrême droite (24 % chacune).

③ Et dans les matinales radio: gauche à 21 %, Macron à 35 %, l'extrême droite à 34 % et la droite à 19 %.

Ce sont donc les candidats de gauche qui sont les moins évoqués. Et quand on connaît l'accueil médiatique qui leur est en général réservé... Pour les détails méthodologiques, voir «Médiatisation des candidates à l'élection présidentielle 2022 dans l'audiovisuel», site de Nicolas Hervé, 16 janv. ■



La France a peur

Laurent Bonelli
La Découverte, 2008

« De manière accélérée à partir du début des années 1990, des séries de faits divers, souvent dramatiques, mais indépendants les uns des autres quant à leurs motivations et leur déroulement vont être constitués dans les discours médiatiques comme “violences urbaines”, “problème des banlieues”, ou “montée de l’insécurité”. » Cet « intérêt croissant des médias généralistes pour les questions de “sécurité” est inséparable des transformations contemporaines du champ journalistique et notamment de la montée en puissance de la télévision dans la définition des normes professionnelles dominantes. » Comment un certain traitement médiatique de la sécurité s’est-il imposé ? Quelles ont été les modalités de ce traitement à la télévision, en particulier dans les magazines télévisés ? À ces deux questions, l’ouvrage de Laurent Bonelli apporte des réponses. Et, si l’enquête qu’il propose s’arrête en 2005, il ne fait aucun doute que, pour l’essentiel, elles valent pour les années qui ont suivi. ■



Berlin, 1933

Daniel Schneidermann
Seuil, 2018

Aux États-Unis, les médias n’ont pas vu arriver Trump, tout occupés à traiter des jeux (et des sondages) plutôt que des enjeux de la vie politique, oublieux des conditions concrètes d’existence du plus grand nombre, en particulier des « gens de peu » et de ceux « d’en bas ». Aux États-Unis, comme ailleurs. Mais une lame de fond telle que la montée en puissance de l’antisémitisme nazi ? On aurait pu penser que la presse internationale aurait été en mesure d’en rendre compte. D’autant que 200 correspondants de quelque trente pays étrangers étaient en poste à Berlin, jusqu’en 1939 pour les Français et les Britanniques, jusqu’en 1941 pour les États-Uniens. Et pourtant. Dans un ouvrage particulièrement documenté, Daniel Schneidermann fait état de la grande pauvreté du traitement médiatique des exactions antisémites des nazis : à quelques exceptions près, les journaux n’ont su ni informer ni alerter, quasiment aveugles devant la montée de la terreur. ■



Les Empoisonneurs

Sébastien Fontenelle
Lux, 2020

Antisémitisme, islamophobie, xénophobie : « Des propagandistes réactionnaires excitent ou entretiennent dans l’opinion publique des colères identitaires et des passions altérophobes. » Sébastien Fontenelle revient sur vingt ans d’indulgences médiatiques face aux propos racistes de ces quelques « imprécateurs » qui, « au vrai peu nombreux, mais très présents dans la presse et les médias dominants, sont connus. Leurs opinions le sont aussi, et font régulièrement l’objet de réfutations – qui ne bénéficient pas de la même promotion médiatique. Les procédés auxquels ils ont recours pour mieux verrouiller leur emprise sur le débat public sont notoires : on sait, par exemple, qu’ils aiment à se présenter comme des anticonformistes alors qu’ils sont au service de la pensée dominante, et à se poser en victimes d’une prétendue “tyrannie de la bien-pensance” alors qu’ils passent leur temps à invectiver quiconque défend d’autres avis que les leurs. » Les mêmes qui font preuve de complaisance à l’égard d’antisémites notoires... ■

LE PEN SUR LE DIVAN DE FRANCE 2

14 MARS 2019, "L'ÉMISSION POLITIQUE" AVEC MARINE LE PEN, FRANCE 2. INTERCALÉE ENTRE LES "DÉBATS" POLITIQUES, UNE SÉQUENCE DE PRÈS DE SEPT MINUTES EST ANIMÉE PAR THOMAS SOTTO: "DERRIÈRE LA PORTE". MÉLANGE DES GENRES, DÉPOLITISATION, PSYCHOLOGISATION ET PEOPOLISATION: LE JOURNALISME POLITIQUE À LA DÉRIVE.



MÉDIACRITIQUES

N°41

REVUE TRIMESTRIELLE
D'ACRIMED

MÉDIAS ET EXTRÊME DROITE

- | | | | |
|-----------|---|-----------|---|
| 4 | LA GRANDE BANALISATION | 26 | «TRIBUNE DES GÉNÉRAUX»:
LCI EN CAMPAGNE |
| 10 | ZEMMOUR:
UN ARTÉFACT MÉDIATIQUE À LA UNE | 30 | QUAND PARIS MATCH
ROULE POUR LE RN |
| 12 | DÉDIABOLISATION
MODE D'EMPLOI | 32 | VALEURS ACTUELLES:
UNE LÉGITIMATION
MÉDIATIQUE DE (TRÈS)
LONGUE DATE |
| 21 | MAIS QUE FONT
LES RÉDACTIONS ? | 40 | SONIA MABROUK,
MILITANTE |

ET DANS LES RUBRIQUES...

- | | | | |
|-----------|---|-----------|--|
| 3 | HOUELLEBECQ,
CHRONIQUE D'UNE
IDYLLE ANNONCÉE | 25 | CONCENTRATION
DES MÉDIAS:
LES GRANDES
MANŒUVRES |
| 20 | VOUS AVEZ DIT
«WOKISME»? | 38 | MICHEL ONFRAY,
LA PHILOSOPHIE
DE L'IMPOSTURE |